

Cameroun : la menace du radicalisme religieux

Rapport Afrique N°229 | 3 septembre 2015

Table des matières

Synthèse	i
Recommandations	iii
I. Introduction	1
II. Un paysage religieux diversifié.....	3
A. Le recul du soufisme	3
1. L'islam traditionnel au Cameroun	3
2. Les facteurs d'érosion de l'islam traditionnel	5
B. L'apparition de nouveaux courants et acteurs musulmans.....	6
1. Le développement du sunnisme et du wahhabisme	6
2. Les courants minoritaires	9
C. La diversification du paysage chrétien : essor des églises de réveil	11
1. Les facteurs de la croissance des églises de réveil.....	11
2. Le soutien des églises de réveil au régime en place	12
III. Clivages intra-musulmans et intolérance religieuse	15
A. Les clivages intra-musulmans	15
1. La politisation du religieux et le clivage Peul versus Kirdi	15
2. Islam rigoriste versus islam local	16
3. Boko Haram : le radicalisme de voisinage	19
B. Les ferments de l'intolérance religieuse	21
1. Des relations interreligieuses dominées par des perceptions négatives	22
2. Les églises de réveil en marge de l'espace religieux officiel	23
C. La faiblesse des initiatives actuelles	24
1. Faiblesse et éparpillement des structures de dialogue interreligieux.....	24
2. Faible capacité de l'Etat à contrôler la montée des radicalismes	26
IV. Anticiper les situations à risques.....	28
A. Les risques de conflits.....	28
B. Organiser une réponse cohérente.....	30
1. Une meilleure connaissance des processus de radicalisation.....	30
2. La création d'institutions représentatives de l'islam et des églises pentecôtistes.....	30
3. Le développement des régions vulnérables	31
4. Une meilleure surveillance des sites de prosélytisme et une politique de non stigmatisation.....	31
5. Le soutien aux associations de dialogue interreligieux.....	32
V. Conclusion	33
ANNEXES	
A. Carte du paysage religieux au Cameroun.....	34
B. Historique des implantations religieuses au Cameroun.....	35
C. Liste des abréviations et acronymes.....	36
D. A propos de l'International Crisis Group	37
E. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2012	38
F. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	40

Synthèse

Au Cameroun, la pénétration d'un islam fondamentaliste et l'essor d'églises pentecôtistes revivalistes, dites réveillées (*born again*), bouleversent le paysage religieux et mettent en place les ferments de l'intolérance religieuse. La pénétration de courants fondamentalistes, combinée aux tensions communautaires, constitue un risque spécifique au Nord et génère une concurrence pour les dirigeants de la communauté musulmane qui a parfois abouti à des conflits locaux. De plus, les différentes religions se perçoivent négativement. Face à ce radicalisme émergent, la réponse de l'Etat et des organisations religieuses demeure insuffisante, et dans certains cas porteuse de risques, car elle se limite à la menace posée par Boko Haram. La mise en place d'une réponse globale et cohérente par les pouvoirs publics et les organisations religieuses est nécessaire pour empêcher la détérioration du climat religieux et éviter des violences à connotation religieuse observées dans les pays voisins que sont le Nigéria et la République centrafricaine.

Si, contrairement à ses deux voisins cités, le Cameroun n'a jamais été le théâtre de violences religieuses importantes, l'émergence de poches de radicalisme risque de changer la donne et de porter atteinte au climat de tolérance religieuse. L'islam soufi traditionnel est fortement concurrencé par la montée en puissance d'un islam plus rigoriste dont la forme la plus répandue est le wahhabisme. Les mutations actuelles touchent majoritairement une nouvelle génération de jeunes Camerounais musulmans du Sud, tandis que l'islam soufi, incarné au Nord par les Peul, recule. Ces jeunes du Sud, arabisés et souvent formés au Soudan et dans les pays du Golfe, contestent à la fois la domination peul au sein de la communauté musulmane et le système religieux vieillissant. Les désaccords entre chefs du soufisme, marabouts traditionnels et nouveaux venus ne reposent pas que sur des motifs théologiques : ce conflit « des anciens et des modernes » a pour enjeu l'influence économique et politique des uns et des autres au sein de la communauté musulmane.

Ces transformations ont donné lieu à des clivages intra-religieux et déjà dégénéré en affrontements locaux entre courants islamiques. Dans la partie septentrionale, la pénétration des courants fondamentalistes, combinée aux tensions communautaires locales, est potentiellement source de conflits. Dans le Sud, la compétition pour les dirigeants de la communauté musulmane entre soufis et groupes proches du wahhabisme va s'accroître et pourrait dégénérer en incidents locaux.

Au sein du christianisme, l'essor des églises de réveil a brisé le monopole de l'Eglise catholique et des églises protestantes historiques. Souvent dépourvues d'existence légale et mal considérées par les catholiques, ces églises prêchent une forme d'intolérance religieuse, s'auto-excluent du dialogue interreligieux et sont hors de l'espace religieux officiel, bien que soutenant le régime pour la plupart.

Face à ces nouvelles formes d'intolérance religieuse, les initiatives de dialogue interreligieux sont faibles, dispersées et ne touchent qu'une minorité de la population. Pourtant ces transformations du paysage religieux ne sont pas perçues comme problématiques par les autorités politiques et religieuses du Cameroun, qui sous-estiment leur potentiel conflictogène et dont l'attention est focalisée sur Boko Haram. Ce n'est qu'à la suite des attaques de Boko Haram à l'Extrême Nord que le gouvernement a amorcé des initiatives de sensibilisation tardives et peu efficaces, comme en témoigne

la stigmatisation et le harcèlement par les forces de sécurité des populations kanuri des villages frontaliers au Nigéria, ainsi que les nombreuses arrestations et détentions arbitraires. Ces évolutions sont d'autant plus préoccupantes que le Cameroun se situe à la confluence de deux conflits à dimension religieuse, la crise en République centrafricaine et Boko Haram au Nigéria, et en subit les contrecoups.

La lutte contre la menace du radicalisme religieux au Cameroun passe par l'élaboration d'une stratégie globale et cohérente, incluant l'étude des mutations religieuses actuelles, l'adoption d'une charte de la tolérance, la mise en place d'organes représentatifs de l'islam et des églises de réveil et le développement économique et social des régions fragiles. Dans l'immédiat, le gouvernement doit œuvrer à une meilleure surveillance du prosélytisme fondamentaliste, soutenir les associations de dialogue interreligieux et améliorer la sensibilisation des populations.

Recommandations

Afin de lutter contre la menace du radicalisme religieux

Au gouvernement camerounais :

1. Promouvoir le développement socioéconomique des régions vulnérables en consacrant un tiers du programme d'urgence triennal au développement du Nord Cameroun et assurer la coordination avec les autres pays riverains du lac Tchad pour solliciter l'appui des bailleurs.
2. Améliorer la sensibilisation des populations :
 - a) en évaluant les associations de dialogue interreligieux et en finançant les plus efficaces ;
 - b) en évitant la stigmatisation des populations vivant à la frontière avec le Nigéria, les arrestations, détentions arbitraires, actes de torture et autres violations des droits humains ; et
 - c) en associant les organisations de femmes musulmanes et chrétiennes aux initiatives de sensibilisation.
3. Instituer la certification locale des imams et *oulémas* formés à l'étranger ; s'assurer que seuls les imams dont la formation est reconnue enseignent dans les écoles coraniques ou prêchent dans les mosquées ; et surveiller les prédicateurs étrangers sur le territoire.
4. Surveiller le financement des associations religieuses en s'assurant qu'elles ne reçoivent pas de fonds des organisations fondamentalistes.
5. Surveiller les sites du prosélytisme fondamentaliste tels que les réseaux sociaux, les camps de réfugiés et la prison de Maroua à l'Extrême Nord.
6. Créer des programmes de recherche sur les mutations religieuses au Cameroun.

Aux chefs religieux et dirigeants d'associations religieuses, d'influences chrétiennes et musulmanes :

7. Adopter une démarche collective de sensibilisation des populations en mettant l'accent sur la communication, en incluant toutes les couches de la population et en coordonnant davantage les activités de sensibilisation et de dialogue interreligieux.

Aux bailleurs du Cameroun :

8. Soutenir les projets de développement du Nord-Cameroun et les initiatives coordonnées de la sous-région pour le développement du bassin du lac Tchad.
9. Evaluer les associations camerounaises de dialogue interreligieux et soutenir celles qui sont les plus efficaces.

Afin de réduire les clivages au sein des communautés religieuses

Au gouvernement camerounais :

10. Dialoguer avec les chefs religieux et les dirigeants d'associations religieuses en vue de créer des instances représentatives consensuelles des églises de réveil et des musulmans. Chacune des instances élirait en son sein un représentant national pour un mandat d'un an non renouvelable qui sera l'interlocuteur des autorités.
11. Inciter les instances représentatives des musulmans et des chrétiens à élaborer une charte de la tolérance religieuse et la faire accepter par toutes les confessions religieuses au Cameroun.
12. Instaurer un moratoire d'un an pour permettre aux églises de réveil non autorisées de se faire légalement enregistrer et fermer après ce moratoire celles qui demeureront dans l'illégalité et qui n'auront pas adopté la charte de la tolérance.

Aux chefs religieux et dirigeants d'associations religieuses :

13. Œuvrer pour un islam plus inclusif en renforçant le dialogue au sein de la communauté musulmane, et en soutenant une meilleure représentativité des courants islamiques, de la jeunesse et de la diversité ethnique au sein des associations, ainsi qu'une répartition équilibrée des projets de développement dans toutes les localités où sont présentes les communautés musulmanes.
14. Inclure les églises de réveil et les différents courants de l'islam lors des activités de dialogue interreligieux.

Nairobi/Bruxelles, 3 septembre 2015

Cameroun : la menace du radicalisme religieux

I. Introduction

Il existe au Cameroun une mosaïque d'un millier d'organisations religieuses, dont 47 légalement enregistrées, se répartissant entre chrétiens, musulmans et croyances traditionnelles.¹ La liberté religieuse et la laïcité sont garanties par la Constitution et la loi du 19 décembre 1990. Les chrétiens représentent 63 pour cent de la population, les musulmans 22 pour cent, les religions traditionnelles ou animistes 14 pour cent et les courants gnostiques 1 pour cent.² Les musulmans sont majoritairement présents au Nord et dans la ville de Foumban à l'Ouest, mais on retrouve également d'importants foyers musulmans dans des villes au Sud telles que Douala et Yaoundé.³ Les chrétiens sont majoritaires au Sud. Les animistes se trouvent dans toutes les régions du Cameroun, mais ils sont plus présents à l'Ouest et dans la partie septentrionale.⁴ Cette répartition géographique des religions est le résultat de l'histoire.

L'islam a pénétré au Cameroun par l'expansion du royaume du Kanem-Bornou et du califat de Sokoto dans les cités kotoko du Logone et Chari à partir de 1715.⁵ Puis, au début du 19^{ème} siècle, s'inspirant du *jihad* lancé par Ousman dan Fodio (fondateur du califat de Sokoto) contre les Haoussa, les Peul sous la conduite de Modibbo Adama (émir de l'Adamaoua) ont entrepris des conquêtes pour islamiser les populations autochtones du plateau de l'Adamaoua et se sont installés au Nord-Cameroun.⁶ Ils ont créé des lamidats, dirigés par des lamidos à la fois chefs traditionnels et spirituels. Le *jihad* peul dans le Nord-Cameroun s'est arrêté au niveau des monts Mandararas.⁷ Au sud du pays, le royaume bamoun, qui accueillait des commerçants haoussa,

¹ Communiqué radio presse N°77/CRP/MINATD/DAP/SDLP, ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MINATD), 11 juillet 2008.

² En l'absence de statistiques religieuses officielles, ces chiffres ont été obtenus à partir du croisement de plusieurs sources écrites et des entretiens. Les chrétiens se répartissent entre catholiques (environ 35 pour cent), protestants (environ 20 pour cent) et églises du réveil (environ 8 pour cent). Entretiens de Crisis Group, dirigeants religieux et chercheurs à l'Institut national de la statistique, Yaoundé et Ngaoundéré, septembre 2014.

³ Dans la partie septentrionale, les musulmans ne sont que relativement majoritaires (environ 40 pour cent), tandis que les animistes et les chrétiens représentent chacun 30 pour cent. Entretiens de Crisis Group, sous-préfets et universitaires, Ngaoundéré, septembre 2014.

⁴ Toutefois, il y a beaucoup de syncrétismes, car de nombreux Camerounais sont à la fois chrétiens et adeptes des religions traditionnelles. Entretiens de Crisis Group, autorités administratives et dirigeants religieux, Douala, Ngaoundéré et Garoua, septembre et décembre 2014.

⁵ Voir Hamadou Adama, *L'Islam au Cameroun : entre tradition et modernité* (Paris, 2004), p. 22, et Bernard Onomo Etaba, *Rivalités et conflits religieux au Cameroun* (Paris, 2014), p. 36.

⁶ Bien avant qu'ait été lancé le *jihad*, au milieu du 18^{ème} siècle, les pasteurs peul venus du Nigéria se déplaçaient déjà au Nord pour faire paître leur bétail et commercer avec les chefs locaux. Voir Elridge Mohammadou, *Le Royaume du Wandala ou Mandara au 19^{ème} siècle* (Tokyo, 1982).

⁷ Les populations des monts Mandararas sont réparties en une vingtaine de tribus dont les plus importantes sont les Mafa, Mofou, Mada, Kapsiki, Ouldémé, Podokwo et Vame. Voir Christian Seignobos, Francine Lafarge, *Montagnes et hautes terres du Nord Cameroun* (Paris, 1982), p. 25. Entretiens de Crisis Group, autorités administratives, Ngaoundéré, septembre 2014.

a été islamisé après la guerre civile de Manga à la fin du 19^{ème} siècle.⁸ Par la suite, l'islam s'est propagé dans le Mbam, au centre, et dans plusieurs autres villes au sud du pays par le biais des relations commerciales avec les Haoussa. A l'origine, c'est un islam confrérique soufi qui a été introduit au Cameroun et les premières communautés musulmanes sont les Peul, les Kotoko, les Haoussa et les Bamoun.

Le christianisme est arrivé au Cameroun au 19^{ème} siècle, d'abord sous la forme du protestantisme, puis du catholicisme. A partir de 1843, les missionnaires baptistes anglais se sont rendus à Douala, puis en 1879 les missionnaires presbytériens américains au Sud.⁹ En 1884, le Cameroun étant devenu un protectorat allemand, ils ont été remplacés par les missionnaires allemands, d'abord à travers la mission Bale, puis la mission baptiste allemande qui a étendu l'évangélisation au centre et à l'ouest du pays. Les premiers missionnaires catholiques (Pallotins, Spiritains et Mill-Hill) ne sont arrivés qu'à la fin du 19^{ème} siècle et le christianisme a pris pied au nord du pays à partir des années 1920.¹⁰

Depuis l'arrivée des Peul et des missionnaires anglais, le paysage religieux camerounais a considérablement changé. La croissance des mouvements pentecôtistes et l'émergence d'un islam rigoriste qui tente de se substituer à l'islam traditionnel des lamidos marquent cette recomposition. L'émergence de ces nouveaux mouvements religieux concerne presque tout le continent africain,¹¹ mais la situation du Cameroun est préoccupante parce que ce pays subit les répercussions de deux conflits à dimension religieuse, la crise en République centrafricaine et Boko Haram au Nigéria.¹²

Ce rapport s'appuie sur plusieurs dizaines d'entretiens effectués entre septembre 2014 et août 2015 dans de nombreuses régions du Cameroun avec des chefs religieux, les forces de sécurité, les autorités administratives, les associations de jeunes, les femmes musulmanes et chrétiennes, et les populations locales. Il analyse les transformations au sein de l'islam et du christianisme camerounais, ainsi que les perceptions et les risques de conflits qui en découlent. Le rapport souligne la faible capacité de l'Etat à y faire face et formule des recommandations concrètes pour prévenir le développement de poches de radicalisme religieux.

⁸ Selon la tradition bamoun, le pouvoir du jeune roi Seïdou Njimoluh Njoya était vacillant en raison d'une rébellion (1892-1894) organisée par Gbètkom Ndombu, un grand conseiller à la Cour. Njoya a sollicité l'aide militaire du lamido de Banyo. Les troupes des deux armées se sont associées et ont écrasé la rébellion. Le roi s'est converti à l'islam et peu à peu les habitants du royaume ont suivi. Entretiens de Crisis Group, notables bamoun, Yaoundé, janvier 2015. Voir Loumpet Galitzine Alexandra, *Njoya et le royaume Bamoun* (Paris, 2006), p. 16.

⁹ Louis Ngongo, *Histoire des forces religieuses au Cameroun : de la première guerre mondiale à l'indépendance (1916-1955)* (Paris, 1982).

¹⁰ L'implantation du christianisme fait suite aux missions évangélisatrices des luthériens américains et norvégiens venus du Nigéria, puis à partir de 1947 des missionnaires catholiques venus du Tchad (Oblats de Marie immaculée conception). Yves Plumier, *Mission Tchad-Cameroun : l'annonce de l'évangile au Nord-Cameroun et au Mayo Kebbi (1946-1986)* (Paris, 1990).

¹¹ Jean-Paul Ngoupandé, *L'Afrique face à l'Islam* (Paris, 2003). Voir dans le contexte ivoirien le rapport de l'Institut d'études de sécurité, *La Côte d'Ivoire est-elle confrontée au radicalisme religieux ?*, no.13, juin 2015. L'émergence de courants fondamentalistes au sein de l'islam et des églises néo-pentecôtistes dans la communauté chrétienne sont des réalités communes, à des degrés variés, à la Côte d'Ivoire et au Cameroun.

¹² Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°101, *Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir*, 4 septembre 2014 ; Thierry Vircoulon, « Cameroon : Africa's pivot », *World Policy Journal*, vol. 32, no. 2 (2015).

II. Un paysage religieux diversifié

Au Cameroun, le paysage religieux ancien et binaire a cédé la place à un paysage pluriel et diversifié. L'islam soufi est concurrencé par l'émergence du fondamentalisme wahhabite et la pénétration de courants radicaux.¹³ Au sein du christianisme, depuis 25 ans, de nouveaux mouvements religieux émergent, en particulier les églises néo-pentecôtistes dites *born again*. Ces nouveaux courants s'opposent à l'Eglise catholique, qui perd du terrain.¹⁴

A. Le recul du soufisme

1. L'islam traditionnel au Cameroun

L'islam au Cameroun a été influencé par trois confréries soufies : la Tijaniyya, la Qadiriyya et la Mahdia. La Tijaniyya a pénétré au Cameroun en premier et, à ce jour, elle représente toujours le courant majoritaire. Ses foyers se situent dans la partie septentrionale et à Foumban.¹⁵ La Tijaniyya camerounaise est marquée par son association aux rites traditionnels peul et haoussa.¹⁶ La Qadiriyya, beaucoup moins importante, perdure dans la partie septentrionale du pays. La Mahdia a disparu car elle a été durement combattue par la colonisation allemande.¹⁷

Plusieurs pratiques actuelles sont caractéristiques de la Tijaniyya : l'usage du cha-pelet (*tasbih*),¹⁸ le port des pantalons longs, le refus des barbes longues, le versement de la *zakât* (impôt) aux lamidos, la pratique accrue du *zikr* (une forme de proclama-

¹³ Le soufisme est un courant ésotérique, spiritualiste et poétique de l'islam qui s'est détaché du sunnisme. Les soufis se distinguent par la recherche d'un état spirituel qui leur permet d'accéder aux connaissances cachées. Les premiers groupes soufis remontent à Koufa et Bassorah, en Irak, au 7^{ème} siècle. A partir du 13^{ème} siècle, les soufis se sont organisés en confréries (*turuq*, pluriel de *tariqa*). Au contact des commerçants arabes, les Africains subsahariens se sont convertis au soufisme en y associant des rites africains. Le développement de ce soufisme d'Afrique subsaharienne a commencé au 13^{ème} siècle et pris la forme de confréries dont les plus importantes étaient la Qadiriyya, la Tijaniyya, la Sanusiyya, la Mahdia et la Mouridiyya. Daniel Cruise O'Brien, « La filière musulmane : confréries soufies et politique en Afrique noire », *Politique africaine*, no. 4 (1981), p. 7-30.

¹⁴ Le terme « nouveaux mouvements religieux » désigne ici les églises néo-pentecôtistes, les nouvelles églises indépendantes africaines, les églises millénaristes et divers courants initiatiques tels que le New Age, la Science chrétienne, la Fraternité blanche universelle, la Foi baha'ie et Eckankar. Voir Francis Arinze, « Le défis des sectes et nouveaux mouvements religieux : une approche pastorale », *L'observateur Romano*, 26 avril 1991 ; et Eric de Rosny, *Des nouveaux mouvements religieux et philosophiques à Douala* (Douala, 2000). Au cours des 25 dernières années, les catholiques sont passés de 40 à 35 pour cent de la population. Ce recul se traduit par une perte d'influence de l'Eglise au plan politique. Entretiens de Crisis Group, prêtres et dirigeants catholiques, décembre 2014-février 2015.

¹⁵ La Tidjaniyya a été fondée au 18^{ème} siècle par Ahmed Tijani, originaire d'Algérie. Bah Thierno Mocketar, Gilbert Taguem Fah, « Les élites musulmanes et la politique au Cameroun sous administration française (1945-1960) », *Peuples et cultures de l'Adamaoua* (Paris, 1993), p. 103-133.

¹⁶ Excepté l'usage de langues de prières différentes (le fulfulde pour les Peul et le haoussa pour les Haoussa), l'islam traditionnel des Haoussa et celui des Peul est globalement similaire.

¹⁷ La Mahdia a servi de socle à la résistance lancée par Goni Waday contre la présence allemande dans l'Adamaoua. Eldridge Mohammadou, « Le mouvement mahdiste de Goni Waday dans la haute Bénoué (1907) », *Senri ethnological studies*, no. 31 (1992).

¹⁸ Bien que n'étant pas une prescription coranique, le *tasbih* est répandu dans la plupart des confréries soufies.

tion de la foi *shahâda*), la « factorisation » des prières,¹⁹ la prégnance des prières de demande (*du'â*) et des prières d'intercession (*tawassoul*). A Foumban, où la Tijaniyya est influencée par les traditions bamoun et haoussa, existent en plus la pratique de *l'homidi* (des prières incantatoires qui ont lieu le soir) et du rituel du *saraka* (équivalent des funérailles qui se célèbrent trois jours après le décès).²⁰

L'autre caractéristique de la Tijaniyya au Cameroun a été la sacralisation du lamido ou sultan et des membres de sa famille, ainsi que la construction de mausolées où se pratiquaient des rites en l'honneur des anciens lamidos. Les marabouts sont au centre des rites traditionnels tidjanites. Ils sont consultés par les habitants pour les problèmes de vie quotidienne (maladie, infertilité, chômage, etc.), et par les lamidos lors de la prise de grandes décisions.²¹ Des pratiques non islamiques telles que l'excision et les mariages forcés pratiquées par des tidjanites ont sensiblement diminué sous la pression du gouvernement, des associations musulmanes et des ONG.²² En revanche, les jeunes filles musulmanes demeurent sous-scolarisées. En dépit des initiatives du gouvernement et des associations de la société civile, le phénomène est persistant dans la communauté musulmane du Nord.²³ Au sein de la Tijaniyya, l'école de jurisprudence et le rite malékites sont les plus répandus.²⁴ Les sites historiques de formation des imams de la Tijaniyya étaient au Nigéria, principalement à Maiduguri et Yola. Mais de plus en plus, les imams et savants du droit musulman se forment sur place car le Cameroun dispose aujourd'hui d'un grand nombre d'érudits de l'école malékite.²⁵

La particularité de l'islam traditionnel est son incarnation historique dans deux communautés : les Peul et les Bamoun. Il est dominé par le groupe peul et articulé autour du lamidat (chefferie traditionnelle chez les Peul au nord) et du sultanat (chef-

¹⁹ Tout musulman est tenu d'effectuer cinq prières quotidiennes obligatoires à des heures différentes. La factorisation est le fait de jumeler ces prières pour les dire en une fois ou en moins de cinq fois. Entretiens de Crisis Group, imams, Ngaoundéré et Garoua, septembre 2014.

²⁰ Entretien de Crisis Group, notable bamoun, Yaoundé, 18 janvier 2015.

²¹ Entretiens de Crisis Group, notables et imams de Foumban, Yaoundé et Foumban, janvier et mars 2015.

²² L'excision touche actuellement environ 2 pour cent des femmes camerounaises. Le gouvernement et les organisations onusiennes ont financé des projets pour sensibiliser les populations à ce sujet. Les associations musulmanes telles que le Conseil des imams et dignitaires musulmans du Cameroun (CIDIMUC) et la Cameroonian Muslim Women Association (CAMWA) ont fait campagne contre l'excision et les mariages forcés. Ces pratiques sont prégnantes aussi dans des zones non musulmanes car leur fondement est la tradition et non la religion. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, imams et chercheurs de l'ENS de Maroua, 21 avril 2015. « Mutilations génitales : l'indignation du conseil des Imams », *Mutations*, 25 novembre 2013. Voir Severin Cécile Abega, *Les violences sexuelles et l'Etat du Cameroun* (Paris, 2007) ; et Jean-Claude Muller, *Les rites initiatiques des Dii de l'Adamaoua* (Paris, 2002).

²³ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, membres de la CAMWA et musulmanes de Maroua, 26 juin 2015.

²⁴ Le malékisme constitue avec le hanafisme, le hanbalisme et le chafiisme l'une des quatre écoles du droit musulman sunnite. Le malékisme se distingue des autres parce qu'en plus du Coran, la *sunna* (*hadiths*), l'*ijman* (consensus des compagnons du prophète) et le raisonnement par analogie (*qiyas*), il utilise également la coutume des premiers habitants de Médine (Amal Ahl Al-Medina) comme source jurisprudentielle (*fiqh*). De plus, la prise en compte de l'intérêt général (*istislâh*) et de la coutume locale (*urfou âda*) est plus importante que dans les autres écoles, tandis que l'usage du raisonnement par analogie est limité. Le corpus introductif aux études de droit dans les écoles coraniques camerounaises, intitulé *ar-Risâla*, est malékite. Entretiens de Crisis Group, enseignants du complexe islamique de Tsinga, Yaoundé, février et mars 2015.

²⁵ Entretiens de Crisis Group, imams, Garoua, septembre 2014.

ferie traditionnelle chez les Bamoun à l'Ouest). Le lamido est le chef politique et spirituel de sa circonscription. En dessous se trouvent le lawan (ou ardo dans certaines communautés peul), un chef de district, et le djaoro, chef de quartier.²⁶ Le lamido nomme les imams et les personnes chargées de conduire la prière du vendredi dans les grandes mosquées. Le lamido et le sultan administrent avec l'accord de la *Faada* (gouvernement chez les Peul) ou du *Tita-Nfon* (conseil des notables chez les Bamoun). Le lamido est assisté de l'*alkali* (juge de droit coranique), du *modibo* (maître du droit musulman) et d'un *maloum* (maître des écoles coraniques).²⁷ La domination peul se traduit par la prégnance de la culture peul dans l'islam traditionnel au Cameroun. Elle est aussi perceptible dans le « clergé » musulman, car les « grandes mosquées du vendredi » dans le septentrion sont dirigées par un imam peul.²⁸

2. Les facteurs d'érosion de l'islam traditionnel

L'islam traditionnel tend à s'éroder en raison de l'affaiblissement du pouvoir des lamidos et de la réduction de la domination peul au Nord et dans la communauté musulmane.

Le pouvoir des lamidos camerounais a diminué sous l'effet de la modernité.²⁹ Dans les villes cosmopolites comme Ngaoundéré, Garoua et Maroua, où les Peul ne sont plus majoritaires, les habitants d'autres ethnies ne se reconnaissent pas et ne sont pas attachés à la structure traditionnelle du lamidat.³⁰ Par exemple, très peu vont faire trancher leurs différends par le lamido : ils choisissent plutôt les tribunaux étatiques. Des pratiques comme celles de la *zakât* (impôt versé au lamido) ont reculé dans presque tous les lamidats.³¹ Même au sein de la communauté peul, le métissage important fait diminuer l'attachement à la tradition d'origine, notamment chez les jeunes. Actuellement, les Peul non métissés sont minoritaires parmi les Peul du Cameroun.³²

L'érosion du pouvoir des lamidos est aussi consécutive au décret de 1982 et à leur politisation. Avec ce décret, portant sur la réorganisation des chefferies traditionnelles, le pouvoir central a tenu à contrôler celles-ci. Non seulement elles ont vu leur territoire réduit, mais surtout cette loi a conféré au président de la République la prérogative de nommer les chefs traditionnels. De ce fait, le caractère quasi souverain de la plupart des lamidats a été remis en cause. De plus, le militantisme des lamidos

²⁶ Entretiens de Crisis Group, membres de la *Faada*, Ngaoundéré, septembre 2014.

²⁷ Hamadou Adama, « La mosquée au Cameroun : espace privée ou public ? », CODESRIA, communication à l'Assemblée générale, 7-11 décembre 2009.

²⁸ Les « grandes mosquées du vendredi » sont appelées ainsi au Cameroun en raison de leur importance et parce qu'elles accueillent les prières et sermons du vendredi, jour de rassemblement pour la prière et l'adoration. Dans le Nord-Cameroun, au-dessus de la mosquée du vendredi, hiérarchiquement, se trouve la mosquée centrale. Entretiens de Crisis Group, imams et universitaires, Maroua, février 2015.

²⁹ Gilbert Taguem Fah, « Crise d'autorité, regain d'influence et pérennité des lamidats peul du Nord-Cameroun » dans Claude-Hélène Perrot et François-Xavier Fauvelle-Aymar, *Le retour des rois* (Paris, 2003).

³⁰ Entretiens de Crisis Group, habitants, Ngaoundéré, Garoua, septembre 2014.

³¹ Entretiens de Crisis Group, imams et islamologues, Yaoundé et Ngaoundéré, septembre 2014. Voir Gilbert Taguem Fah, « L'Adamaoua : des origines à nos jours », *Challenge nouveau*, no. 139 (2000), p. 2.

³² Cela résulte des stratégies matrimoniales des Peul, lors de leur pénétration au Cameroun. Pour mieux contrôler les tribus autochtones, ils ont entrepris des mariages intertribaux. Entretiens de Crisis Group, sous-préfets et maires, Ngaoundéré et Garoua, septembre 2014.

au sein du parti au pouvoir, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), a contribué à les discréditer, en particulier dans des zones où la population locale était acquise à l'opposition.³³

Les lamidos étant également des chefs religieux dans la communauté peul, le manque de piété de certains lamidos semble contribuer à l'affaiblissement de leur autorité auprès des croyants. Alors que dans le passé les lamidos étaient réputés pour leur érudition religieuse et leur piété, aujourd'hui seul le caractère héréditaire fonde leur légitimité.³⁴ Certains d'entre eux n'ont même pas suivi la formation coranique traditionnelle, ce qui les oblige à s'entourer d'*oulémas* (érudits) lorsqu'il faut prendre des décisions dans le domaine de la foi. Plusieurs sont décriés pour leur éthique de vie éloignée des préceptes de l'islam.³⁵

La succession d'Ahmadou Ahidjo, musulman peul, par Paul Biya, chrétien du Sud, a contribué au recul de l'islam traditionnel. De nombreuses personnes qui se convertissaient à l'islam par opportunisme n'ont soudain plus trouvé de raisons de le faire. Par ailleurs, la conversion de ressortissants d'ethnies du Sud à l'islam a modifié l'équilibre sociologique et démographique au sein de la communauté musulmane et a donné lieu à une contestation de la domination des Peul. Ceci s'observe particulièrement dans certains quartiers musulmans au Sud, tels que la Briqueterie à Yaoundé, où la distinction est faite entre les mosquées pour les Peul, les Haoussa et les Bamoun.

B. *L'apparition de nouveaux courants et acteurs musulmans*

1. Le développement du sunnisme et du wahhabisme

La pénétration des deux courants

L'islam traditionnel à tendance confrérique et maraboutique est progressivement concurrencé par un islam puriste marqué par la stricte application des principes éthico-normatifs du Coran. Cet islam puriste prône le respect littéral du Coran, l'imitation de la vie du prophète Mahomet et le refus de toute pratique non prescrite par le Livre. Il s'agit d'un *jiḥād* intérieur qui a pour finalité de remettre le croyant sur le vrai chemin d'Allah.³⁶ Le courant fondamentaliste le plus important au Cameroun est le wahhabisme, qui représenterait environ 10 pour cent de la population musulmane.³⁷

Le Cameroun a été exposé à un double mouvement de prosélytisme islamique dès son indépendance. La phase initiale a eu lieu entre les années 1960 et 1980. L'Arabie Saoudite y a fait construire des instituts islamiques, mosquées, collèges franco-islamiques et a soutenu de nombreux projets de développement, dont l'université de

³³ Plusieurs lamidos sont membres du comité central et du bureau politique du RDPC. Certains ont été nommés sénateurs ou membres du gouvernement par le président Biya. Entretiens de Crisis Group, Peul, Ngaoundéré et Garoua, septembre 2014.

³⁴ Entretiens de Crisis Group, islamologues et enseignants d'université, Yaoundé et Ngaoundéré, septembre 2014. Gilbert Taguem Fah, « Tendances actuelles de l'islam au Cameroun », *Afrique contemporaine*, no. 194 (2000), p. 53-66.

³⁵ Entretiens de Crisis Group, musulmans, Yaoundé, Ngaoundéré et Garoua, septembre 2014.

³⁶ Gilbert Taguem Fah, « Dynamique plurielle, regain de spiritualité et recomposition de l'espace islamique dans le bassin du lac Tchad », *Saharan Studies Newsletter*, vol. 12, no. 1 (2004).

³⁷ Le wahhabisme est un mouvement politico-religieux fondamentaliste issu du sunnisme qui a été fondé au 18^{ème} siècle par Mohammed El Wahhab. Il prône un islam rigoriste et ne s'attache qu'à la *sunna* et aux *hadiths*. Il s'oppose à toute forme populaire de religiosité. Entretiens de Crisis Group, imams et islamologues, Yaoundé et Ngaoundéré, septembre 2014. Voir le rapport Moyen-Orient de Crisis Group N°37, *Understanding Islamism*, 2 mars 2005.

Ngaoundéré et le complexe islamique de Tsinga à Yaoundé. Parallèlement, l'Etat a encouragé les jeunes Camerounais à aller étudier le droit musulman et les filières non religieuses en Arabie Saoudite et en Egypte (université islamique de Médine et université al-Azhar).³⁸ Dans l'autre sens, l'Arabie Saoudite et l'Egypte ont envoyé des coopérants dans les nouveaux établissements scolaires et théologiques. De retour, les jeunes Camerounais étaient intégrés non sans écueils au clergé local et ont pris progressivement le contrôle de la majorité des instituts islamiques, grandes mosquées, écoles, associations et médias.³⁹ Ce prosélytisme est plus répandu dans l'Adamaoua, à l'Extrême Nord, et dans une moindre mesure au Nord.

La seconde phase du prosélytisme, dès le milieu des années 1980, a donné lieu à la diffusion du wahhabisme.⁴⁰ Ce prosélytisme s'est fait de façon informelle. Des personnes financées par des associations du Golfe se déplaçaient dans les pays arabes pour des voyages d'études. Si le wahhabisme est présent dans l'Adamaoua et au Nord, ses pôles les plus importants sont Foumban, Douala, Yaoundé, Bafia, Mbalmayo et l'Extrême Nord. Bien que minoritaire, ce mouvement prend de l'ampleur, si bien qu'à Foumban, le nombre de wahhabites est estimé à 20 pour cent de la population musulmane.⁴¹ Dans les grandes villes du Sud, les wahhabites construisent leur mosquée à côté de la mosquée centrale (souvent tidjanite). A Yaoundé, le complexe islamique de Tsinga, dirigé par un Saoudien, exerce une influence bien plus importante que la mosquée centrale de la Briqueterie, contrôlée par les tidjanites. Dans le Nord, certains imams tel que celui de Ngaoundéré, pourtant nommés par le lamido, sont désormais proches du courant wahhabite. A Foumban, Garoua et Maroua, les wahhabites font partie des imams de la mosquée centrale et des mosquées du vendredi.⁴²

La montée du wahhabisme se traduit également par l'introduction des normes wahhabites dans la vie sociale : sexualité, mariage, rite mortuaire, port de la burqa, construction d'hôpitaux où seuls les médecins femmes peuvent soigner les femmes.⁴³

Les techniques du prosélytisme wahhabite

Le développement du courant wahhabite au Cameroun est largement encouragé par les financements du gouvernement saoudien et des fondations et ONG qataries, koweïtiennes et égyptiennes. Ces instances financent la construction de mosquées et d'écoles coraniques (*madrasas*), accordent des bourses d'étude en Arabie Saoudite et au Qatar, promeuvent l'enseignement de la langue arabe, la vulgarisation du Coran en français et, dans le cas de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite, envoient des prédica-

³⁸ Entretien de Crisis Group, Gilbert Taguem Fah, Yaoundé, 2 octobre 2014. Voir Maud Lasseur, « Islam et christianisme en mouvement : mobilités géographiques et changement religieux au Cameroun », *Espace Populations Sociétés*, vol. 2, no. 3 (2010), p. 84.

³⁹ Par exemple des radios islamiques telles qu'al-Rissalat à Yaoundé et à Foumban, Alhouda à Douala, An Nour à Ngaoundéré et des programmes télévisés tels que *Connaissance de l'islam* sur Canal 2, *Vitrine de l'Islam* sur Vision 4. Entretiens de Crisis Group, chercheurs, Maroua, mars 2015.

⁴⁰ Elle a connu une accélération dans les années 1990-1991 et 2000.

⁴¹ Entretiens de Crisis Group, imams et habitants, Foumban, mars 2015. Voir « Noun : la prolifération des mosquées réveillées inquiète », *La Nouvelle Expression*, 17 mars 2015.

⁴² Les lamidats de Ngaoundéré, Tibati et Banyo se sont ouverts ces dernières années aux dons de fondations wahhabites. Entretiens de Crisis Group, sous-préfets et Peul, Ngaoundéré, septembre 2014 ; et entretiens téléphoniques, imams et résidents de Foumban, novembre 2014.

⁴³ C'est le cas à Ngaoundéré, Foumban et Maroua. Entretiens de Crisis Group, universitaires, Yaoundé, septembre 2014.

teurs.⁴⁴ Dans une ville comme Foumban, le prosélytisme wahhabite s'appuie sur la gratuité de ses écoles, à l'inverse des écoles coraniques traditionnelles, ce qui le rend efficace auprès de la jeunesse. Les livres et cassettes ainsi que les déjeuners sont offerts. Les wahhabites disposent de plus de bibliothèques comprenant des ouvrages même dans les sciences non liées à l'islam (physique, chimie, littérature, anglais, etc.), ce qui attire beaucoup d'élèves.⁴⁵

A Yaoundé, Douala, Ngaoundéré, les wahhabites construisent des écoles coraniques enseignant à la fois l'islam et les sciences.⁴⁶ Ces écoles séduisent de nombreux jeunes car l'enseignement coranique traditionnel ne leur permet pas de s'insérer professionnellement.⁴⁷ Les stratégies de communication des wahhabites se démarquent de celles des tidjanites. Les wahhabites utilisent des programmes à la radio et à la télévision. A la télévision d'Etat, des enseignements wahhabites ont été diffusés dans le programme « Le sermon du vendredi ».

A Foumban, les hommes wahhabites se reconnaissent par le fait qu'ils portent des pantalons courts et une longue barbe. Les femmes sont moins reconnaissables car elles ne portent pas toutes le voile intégral. L'arrivée des wahhabites au Cameroun a également modifié les lieux de formation des imams. Alors que par le passé ils se formaient à Yola et Maiduguri au Nigéria, aujourd'hui c'est surtout le Soudan, l'Arabie Saoudite et l'Egypte qui sont prisés.⁴⁸ Sociologiquement, le wahhabisme touche beaucoup plus les jeunes et les musulmans du Sud. Dans les grandes mosquées du Sud, plusieurs imams centraux sont wahhabites.

Le prosélytisme wahhabite emprunte également la voie des réseaux sociaux. Certains jeunes suivent directement des sermons de prédicateurs wahhabites sur internet ou se partagent des vidéos de sermons par bluetooth.⁴⁹ La percée des wahhabites au Cameroun peut également s'expliquer par deux autres facteurs : la loi sur la liberté religieuse de 1990 et la crise économique des années 1994. Ces deux éléments ont contribué à l'explosion de courants religieux au Cameroun. Le wahhabisme semble en avoir tiré profit pour s'installer.⁵⁰ Face à un Etat ayant délaissé son rôle social du fait de politiques d'ajustement structurel, les wahhabites ont su répondre aux besoins de certaines populations en construisant des dispensaires, des écoles coraniques, des mosquées, des puits et en finançant des projets de développement que leur soumettaient les chefs traditionnels musulmans.

En deuxième lieu, le Sud se prête facilement à l'implantation du wahhabisme parce que, contrairement au Nord, il n'y a pas de lamido qui désigne les imams et fait surveiller leurs prêches dans les mosquées. L'islam y est décentralisé et il a été facile pour les wahhabites d'ouvrir des mosquées à Douala et Yaoundé. A Foumban, le sultan aurait été séduit par ce type d'islam, mais aussi par les projets que le gouvernement saoudien était prêt à financer dans sa communauté.⁵¹

⁴⁴ Sur le prosélytisme wahhabite en Afrique, voir « How Saudi Arabia exports radical islam ? », *The Week magazine*, 8 août 2015.

⁴⁵ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, imams et résidents de Foumban, novembre 2014.

⁴⁶ Les Ikhwan (Frères musulmans camerounais) ont été les premiers à construire ce type d'écoles.

⁴⁷ La grande majorité des jeunes qui rejoignent les rangs des wahhabites sont des hommes. Entretien téléphonique de Crisis Group, notable, Foumban, novembre 2014.

⁴⁸ Une minorité se forme au Tchad, au Qatar, au Koweït, au Pakistan et en Irak. Entretiens de Crisis Group, imams, septembre 2014-mars 2015.

⁴⁹ Entretien de Crisis Group, universitaire, Yaoundé, 23 janvier 2015.

⁵⁰ Entretien téléphonique de Crisis Group, chercheur à l'ENS de Maroua, novembre 2014.

⁵¹ Entretien téléphonique de Crisis Group, notable Bamoun, novembre 2014.

2. Les courants minoritaires

En marge du fondamentalisme wahhabite, d'autres courants islamiques se sont développés au Cameroun : l'Ahmadiyya, la Nakchbandia, le chiisme, les Ikhwans, les tabligh et le takfirisme. A ces courants s'ajoutent le mouvement réformiste Ahali Sunna. Au quartier musulman de la Briqueterie à Yaoundé, d'autres formes d'islam traditionnel comme la confrérie des mourides se développent du fait de l'implantation sénégalaise.⁵²

Les courants modérés

L'Ahmadiyya Muslim Jamaat Cameroon (Ahmadiyya) est un mouvement réformiste et messianiste musulman, fondé à la fin du 19^{ème} siècle en Inde (Penjab) par Mirza Ghulâm Ahmad. Les ahmadistes accordent une place privilégiée à Mahomet et à Jésus. Le mouvement est considéré comme hérétique par la grande majorité des sunnites et des chiites. Au Cameroun, il a pénétré par Douala et s'illustre par des prières de soutien aux forces de défense face à Boko Haram. En quinze ans de présence au Cameroun, l'Ahmadiyya s'est développée dans la majorité des grandes villes du Sud et revendique plus de 10 000 membres.⁵³

La confrérie de la Nakchbandia a pénétré au Cameroun dans les années 2000 par le biais des ONG financées par la Turquie telles que l'Association camerounaise pour l'aide et la solidarité (ACAMAS). C'est un mouvement présent en Turquie et en Irak. Les nakchbandis s'installent progressivement au Cameroun et possèdent des mosquées à Maroua.⁵⁴

Deuxième courant le plus important de l'islam, le chiisme est entré au Cameroun à la fin des années 1990 par Douala. De tous les nouveaux courants, le chiisme est le plus négativement perçu par les tidjanites et les sunnites, et son implantation a donné lieu à des conflits intra-musulmans. Des affrontements entre sunnites et chiites ont eu lieu à Douala en 1999, lors de la construction de la première mosquée chiite.⁵⁵ A Ngaoundéré, la construction d'une mosquée chiite en 2012 a provoqué la colère des tidjanites et des sunnites, qui l'ont détruite et ont chassé l'imam chiite.⁵⁶ Les chiites sont faiblement présents au Cameroun mais comptent une dizaine de mosquées à Douala, Maroua et dans le département du Noun.⁵⁷ La plus grande mosquée chiite se trouve à Douala et est dirigée par Cheikh Hassan Nsangou.⁵⁸

Les courants fondamentalistes

La présence des tabligh (Jamaat at-Tabligh) au Cameroun remonte aux années 1980. Cette organisation a été fondée en Inde en 1920 par Muhammad Ilyas. Les tabligh sont un mouvement de prédication musulmane revivaliste. Les groupes tabligh exis-

⁵² Le quartier de la Briqueterie est densément peuplé de non-Camerounais, notamment des commerçants ouest-africains (sénégalais, maliens, nigériens et nigériens). Les ethnies camerounaises qui y vivent sont les Haoussa, les Bamoun et les Peul. Entretiens de Crisis Group, commerçants de la Briqueterie, Yaoundé, février 2015.

⁵³ Entretiens de Crisis Group, membres de l'Ahmadiyya, Maroua, février 2015.

⁵⁴ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, imams et chercheurs de l'ENS de Maroua, 22 avril 2015.

⁵⁵ Entretiens de Crisis Group, imams et forces de sécurité, Douala, mars 2015. Voir Roger Bernard Onomo Etaba, op. cit.

⁵⁶ Entretiens de Crisis Group, chef d'escadron et maires, Ngaoundéré, septembre 2014.

⁵⁷ « Comment le chiisme est entré dans le Noun », *Le blog de la Shia-Foumban*, 16 mars 2010.

⁵⁸ Il est présenté comme le chef du chiisme camerounais. Entretiens de Crisis Group, imams et islamologue, Yaoundé et Ngaoundéré, septembre 2014.

teraient dans une quinzaine de villes, mais leurs bases sont Maroua et Fouban. Leur dirigeant au Cameroun, Cheikh Hassan de Médine, réside entre l'Arabie Saoudite et Fouban.⁵⁹

Nés en Egypte, les Ikhwans ou Frères musulmans sont un groupe salafiste qui milite pour une application de la Charia en politique. Ils sont entrés au Cameroun dans les années 1980 à partir de Fouban. Les Ikhwans du Cameroun semblent pourtant s'éloigner de la doctrine de leurs confrères égyptiens dans la mesure où ils sont proches du régime et perçus comme les musulmans du gouvernement. Ils sont influents au sein des associations de jeunes musulmans telle que l'Union des étudiants musulmans du Cameroun (la CAMSU). Cheikh Awal Sin est présenté comme leur dirigeant.⁶⁰

Le takfirisme (*takfir*, *kufir*) est un courant extrémiste proche du kharidjisme (la troisième tendance de l'islam après le sunnisme et le chiisme) et qui se déploie sous la forme du salafisme jihadiste (*salafiyya-jihadiyya*).⁶¹ Si cette idéologie est ancienne dans le monde musulman, elle a été réactivée dans les années 1960 en Egypte par Sayyid Qubt.⁶² Jusqu'en 2014, des prédicateurs et adeptes du courant takfiriste, venus du Nigéria, auraient sillonné des mosquées à l'Extrême Nord, en particulier à Maroua, Kousséri et Gouffey.⁶³ Mais l'existence actuelle du courant sur le sol camerounais est discutée, car, selon certaines autorités religieuses, il s'agissait de prédicateurs salafistes non violents et non de takfiristes.⁶⁴

Le mouvement Ahali Sunna est la branche camerounaise du mouvement Yan Izala du Nigéria (Jamaat Izalat al-bida wa iqamat as-sunna).⁶⁵ Il a été importé au Cameroun à partir des années 1980 par des commerçants haoussa et s'est développé dans les quartiers musulmans à Douala et Yaoundé. Il s'est démarqué par des cassettes et prédications virulentes contre les marabouts soufis et l'aristocratie musulmane tra-

⁵⁹ Le groupe Tabligh s'est spécialisé dans la prédication itinérante. Son activité essentielle se structure autour de la « sortie » (*khourouj*) : se lancer sur les routes en petits groupes dans le but de prêcher. Entretiens de Crisis Group, imams, Maroua, février 2015.

⁶⁰ Entretiens de Crisis Group, imams et habitants, Fouban, mars 2015.

⁶¹ Originellement, le salafisme est un mouvement sunnite revendiquant un retour à l'islam des origines qui serait donc fondé essentiellement sur le Coran et la Sunna. Aujourd'hui, le terme désigne un mouvement fondamentaliste composite, constitué des mouvances quiétiste, politique et jihadiste. Le salafisme jihadiste (*salafiyya-jihadiyya*) se distingue du salafisme des *oulémas* (*salafiyya-ilmiyya*) qui est quiétiste et de celui des Frères musulmans d'Egypte qui est politique. Voir le briefing Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group N°12, *Islamism in North Africa (I): The Legacies of History*, 20 mars 2004, p. 6.

⁶² L'Egypte est le seul pays à avoir expérimenté une forme non violente de takfirisme, mais l'idéologie originelle (*qutbiste*) a donné lieu à de nombreuses réappropriations par les groupes terroristes. Voir le rapport Moyen-Orient de Crisis Group N°37, *Understanding Islamism*, p. 4, op. cit. ; le briefing, *Islamism in North Africa (I)*, op. cit, p. 10, et Syed Saleem Shahzad, « Une idéologie messianique, le takfirisme », *Le monde diplomatique*, juillet 2007.

⁶³ Entretiens de Crisis Group, imams, Maroua, Kousséri et Gouffey, février 2015.

⁶⁴ Entretiens de Crisis Group, imams, Ngaoundéré et Garoua, septembre 2014 ; et chercheur à l'ENS de Maroua, 18 février 2015.

⁶⁵ Le mouvement a été fondé en 1978 à Jos au Nigéria par Abubacar Gumi, qui se présentait comme le digne héritier d'Ousman dan Fodio. Il poursuit des objectifs de purification de l'islam. Ce mouvement et celui de Maïtatsine ont été les précurseurs de Boko Haram au Nigéria. Voir les rapports Afrique de Crisis Group N°216, *Curbing Violence in Nigeria (II) : The Boko Haram Insurgency*, 3 avril 2013 ; et N°168, *Northern Nigeria : Background to Conflict*, 20 décembre 2010.

ditionnelle et par des affrontements avec les tidjanites au quartier de la Briqueterie.⁶⁶ A la même époque, des musulmans maliens, installés au quartier Congo à Douala, surnommés les « tuniques noires » en raison du vêtement des femmes, ont contribué à propager un message religieux radical.⁶⁷ La diffusion du radicalisme s'est aussi effectuée du Cameroun vers le Nigéria. C'est un Camerounais de Maroua, Mohamed Marwa, surnommé Maïtatsine, qui a lancé à Kano dans les années 1970 le mouvement éponyme responsable d'émeutes violentes au Nigéria.⁶⁸

C. La diversification du paysage chrétien : essor des églises de réveil

La prolifération des églises de réveil depuis les années 1990 a sonné le glas du monopole de l'Eglise catholique et des églises protestantes historiques au Cameroun.

1. Les facteurs de la croissance des églises de réveil

Les églises d'obédience pentecôtiste ont commencé à s'installer au Cameroun, dans la partie anglophone, puis à Douala à partir des années 1970, mais n'ont pas pu se développer en raison du monolithisme du régime Ahidjo. Elles ont été créées par des pasteurs étrangers anglophones et sont des filiales d'églises pentecôtistes basées en Allemagne, au Nigéria et dans le reste de l'Afrique de l'Ouest. Ces églises ont une théologie centrée sur l'Esprit Saint et une liturgie priorisant l'oralité. Elles forment la première vague du mouvement pentecôtiste au Cameroun.⁶⁹

L'essor des églises réveillées (*born again*)⁷⁰ au Cameroun et leur affirmation dans l'espace public est consécutif à la loi sur la liberté religieuse de 1990.⁷¹ Depuis 1991, des dizaines d'églises réveillées ont été créées chaque année. Dans le même temps, les Camerounais ont commencé à créer eux-mêmes des églises réveillées locales, ce qui a décuplé l'expansion du phénomène *born again*. Entre 1992 et 2003, 471 demandes de légalisation d'églises ont été déposées au ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation (MINATD). Ces églises néo-pentecôtistes sont issues de la deuxième vague du mouvement pentecôtiste camerounais. Elles ont un discours centré sur la prospérité matérielle et les miracles, et elles empruntent théologiquement et culturellement à la fois au pentecôtisme, à l'évangélisme américain et au mouvement baptiste.⁷²

⁶⁶ Entretien de Crisis Group, imam de la mosquée du vendredi de la Briqueterie ouest, Yaoundé, 25 janvier 2015.

⁶⁷ Entretiens de Crisis Group, imams, Douala, mars 2015.

⁶⁸ Rapport de Crisis Group, *Curbing Violence in Nigeria (II)*, op. cit.

⁶⁹ Dans ce registre peuvent être mentionnées la Full Gospel Mission (dont le siège est en Allemagne) et la True Church of God (basée au Nigéria), qui se sont installées au Cameroun au milieu des années 1970. Elles disposent de chapelles dans plusieurs villes et régions du Cameroun. La True Church of God revendique par exemple 230 chapelles présentes dans le pays. Bien que ce nombre puisse être exagéré, Crisis Group a dénombré 26 chapelles dans la seule ville de Douala. Entretiens de Crisis Group, fidèles et pasteurs de la True Church of God, Douala, mars 2015.

⁷⁰ Le concept de *born again*, nouvelle naissance, auquel ces églises de réveil s'identifient s'inspire de plusieurs passages bibliques dont Jean chapitre 3 verset 3 à 7 : « En vérité, en vérité, je te le dis, si un homme ne naît de nouveau, il ne peut voir le royaume de Dieu ».

⁷¹ Voir les articles 22 à 30 de la Loi n°90/053 du 19 décembre 1953 sur la liberté d'association au Cameroun. La liberté religieuse est également garantie par le préambule de la Constitution.

⁷² Entretiens de Crisis Group, pasteurs pentecôtistes et baptistes, Douala et Yaoundé, mars 2015. Voir Ludovic Lado, « Les enjeux du pentecôtisme africain », *Etudes*, tome 409 (2008), p. 61-71.

Au Cameroun, les églises de réveil se sont développées dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et dans les grandes villes au Sud telles que Douala, Yaoundé et, dans l'Ouest, Bamiléké.⁷³ Ces dernières années, quelques-unes se sont développées au Nord du pays. Bamenda, au Nord-Ouest, apparaît comme le point d'entrée d'un grand nombre d'églises néo-pentecôtistes. Alors que la première vague pentecôtiste était l'œuvre d'évangélistes et de missions venus d'Allemagne et du Nigéria, la seconde est essentiellement constituée de pasteurs venus ou formés aux Etats-Unis, au Nigéria, en Côte d'Ivoire, au Bénin, en Afrique du Sud et désormais aussi en Afrique centrale. Aujourd'hui, le plus grand nombre de pasteurs se forme sur place.

Le nombre d'églises de réveil au Cameroun avoisinerait mille.⁷⁴ Elles sont disparates et vont d'enseignes légales rassemblant des dizaines de milliers de fidèles sur l'étendue du territoire aux « églisettes » constituées de dizaines de membres dont l'unique lieu de culte est le domicile du pasteur. Hormis l'opposition radicale aux catholiques, ces églises se livrent une concurrence sans ménagement. Avec le temps, le clergé des églises de réveil se « camerounise ». Contrairement aux églises missionnaires qui construisent des écoles et centres de santé, les églises de réveil ont peu d'activités de développement social. Cependant, des églises telles que la Winner Chapel International et Kingship International ont une existence légale et sont mieux structurées avec une présence dans plusieurs régions. Elles disposent d'une école secondaire, de centres de santé et d'une chaîne de télévision.⁷⁵

La croissance de nouveaux courants religieux est stimulée par des facteurs politico-administratif, économique et théologique. En plus de la loi sur la liberté d'association, ces églises ont tiré profit de la crise économique de la période 1986-1994.⁷⁶ En proposant un dieu pourvoyeur de richesses et de miracles, solution au chômage, à la sorcellerie, à la stérilité, au célibat et aux échecs scolaires, les réveillés ont attiré les déçus du catholicisme et une frange importante des couches populaires. Par ailleurs, face à une église catholique otage de sa rigidité institutionnelle, les églises de réveil ont su développer une vitalité dans leurs lieux de culte et une proximité entre fidèles et pasteurs.⁷⁷

2. Le soutien des églises de réveil au régime en place

Si l'Eglise catholique a souvent critiqué les régimes en place, il en va autrement des églises de réveil dont les pasteurs prêchent le respect pour l'autorité, lorsqu'ils n'appellent pas directement à voter pour le chef de l'Etat.

Il est rare de trouver une église de réveil où les pasteurs critiquent le président. Bien au contraire, elles lui rendent hommage pour la paix et la tolérance administrative qu'il a institué : les églises ayant une autorisation légale saluent l'action du pré-

⁷³ Entretiens de Crisis Group, pasteurs réveillés, Douala et Yaoundé, mars 2015.

⁷⁴ Entretiens de Crisis Group, chargés d'étude au MINATD, Yaoundé, mars 2015.

⁷⁵ Winners Chapel International revendique 50 000 fidèles, Liberty Ministry International et Kingship International déclarent 25 000 fidèles chacune. Entretiens de Crisis Group, pasteurs et fidèles de ces églises, Douala, décembre 2014.

⁷⁶ Juan Natang, « Cameroon: jump-starting an economic crisis », *Africa insight*, vol. 21, no. 3 (1991), p. 162-170.

⁷⁷ L'Eglise catholique est perçue par une frange de la population comme distante des fidèles et élitiste. Les prêtres catholiques sont accusés de prononcer des homélies trop savantes déconnectées du vécu réel des populations. Entretiens de Crisis Group, fidèles, grands séminaristes et prêtres, Douala, décembre 2014.

sident de la République pour la paix, tandis que les églises illégales le remercient pour la tolérance administrative.⁷⁸ Cette tolérance étatique du pouvoir central vis-à-vis de la création des églises de réveil ne se résume pas qu'à un laisser-faire face à une prolifération anarchique des chapelles réveillées. En 2013, des préfets avaient suspendu une cinquantaine d'églises de réveil illégales à Bafoussam, Yaoundé, Douala et Bamenda pour trouble à l'ordre public. Un mois après, le président Paul Biya ordonnait la levée de ces suspensions et signait un décret faisant désormais relever la fermeture d'enseignes religieuses de la compétence du MINATD.⁷⁹

Certains membres du gouvernement sont proches de pasteurs réputés tels que Tsala Essomba et Achille Mendongo. Au sujet de ces affinités, le pasteur d'une église réputée affirme : « Nous travaillons régulièrement avec les hommes politiques et les membres du gouvernement. Ils nous consultent. Ils viennent souvent nous voir et on les aide ».⁸⁰ Outre le fait que des membres du gouvernement aient assisté à l'inauguration de certaines églises de réveil, des hommes politiques eux-mêmes admettent « consulter » des pasteurs réveillés.⁸¹ Le terme « consulter » traduit à la fois le soutien électoral que cherchent des hommes politiques auprès de pasteurs influents et la protection contre la sorcellerie. Ces pasteurs deviennent ainsi les marabouts chrétiens de certains hommes politiques.⁸²

En outre, par leur théologie de la richesse, ces églises donnent à leurs fidèles une espérance dont bénéficie implicitement le régime en place. Face à l'incapacité de l'Etat à répondre au chômage et à la pauvreté, ces églises jouent le rôle de stabilisateurs sociaux et de pourvoyeurs de rêves auprès d'une partie de la population. En invitant leurs fidèles à mettre leur confiance en Jésus Christ, perçu comme la solution à leurs problèmes face au diable, considéré comme en étant la cause, elles dévient leurs griefs initiaux contre le pouvoir en place, qui se trouve également légitimé par le fait que « tout pouvoir vient de Dieu ».⁸³ En réalité, la majorité des pasteurs est reconnaissante de la tolérance actuelle et reçoit des aides privées d'hommes politiques.⁸⁴ Il s'en suit un système de reconnaissance et de redevabilité mutuelles.⁸⁵

⁷⁸ Entretiens de Crisis Group, théologiens, Yaoundé, janvier 2015.

⁷⁹ « Le Cameroun ferme des dizaines d'églises pentecôtistes », *La Croix*, 24 août 2013 ; « Dozens of Pentecostal churches being shut down in Cameroon » *Christian Post*, 4 septembre 2013.

⁸⁰ Entretien de Crisis Group, prophète réveillé, Douala, février 2015.

⁸¹ La ministre des Affaires sociales, Cathérine Mbaka Mbock, est souvent présente à la paroisse Marie Goker à Yaoundé. Le chef de l'Etat a souvent envoyé un représentant personnel lors des cultes du Ministère international va et raconte, du pasteur Tsala Essomba. Le secrétaire général de la présidence et des membres du gouvernement étaient présents lors de l'inauguration de la Chapelle de la gloire du Christ à Yaoundé. Entretiens de Crisis Group, hommes politiques, Yaoundé, janvier et février 2015.

⁸² Entretiens de Crisis Group, hommes politiques et pasteurs réveillés, janvier et février 2015.

⁸³ Ce verset biblique (Romain 13 : 1) est souvent cité par les pasteurs réveillés pour souligner leur soumission au pouvoir en place.

⁸⁴ Entretiens de Crisis Group, hommes politiques et pasteurs réveillés, Douala et Yaoundé, janvier-mars 2015. Voir « Les églises de réveil en Afrique centrale et leurs impacts sur la stabilité des Etats : les cas du Cameroun, du Gabon et de la République du Congo », ministère de la Défense, Délégation aux affaires stratégiques (Paris, 2012).

⁸⁵ Il existe toutefois un parti politique de l'opposition dont les dirigeants sont membres d'églises de réveil. L'Union pour la fraternité et la prospérité (UFP) se définit comme un parti qui met Dieu et la foi au centre de son idéologie politique. Entretiens de Crisis Group, dirigeants de l'UFP, Yaoundé, septembre 2014.

Outre l’affichage de la photo du président dans les lieux de cultes,⁸⁶ le soutien des églises de réveil au régime en place devient parfois explicite, notamment en période électorale. Lors de l’élection présidentielle de 2011, des pasteurs avaient appelé à voter pour Paul Biya. Les figures de proue de ce groupe étaient Tsala Essomba du Ministère international va et raconte et Achille Mendongo de l’Eglise pentecôtiste chrétienne du Cameroun (EPCC). En plus d’avoir fait campagne pour Biya, Tsala Essomba avait lancé l’initiative « comment développer le Cameroun par nous-mêmes », invitant chaque Camerounais à verser 1 000 francs CFA (FCFA) par mois dans une caisse commune.⁸⁷ Le montant de la quête estimée à 240 milliards de FCFA devait servir à financer les projets figurant dans le programme de campagne de Paul Biya. Cette initiative a échoué car les Camerounais n’y ont pas adhéré, mais elle a suscité la bienveillance du régime à son égard.⁸⁸

⁸⁶ Observations de Crisis Group dans une dizaine d’églises réveillées, janvier-mars 2015.

⁸⁷ Fondation Paul Ango Ela et Friedrich Ebert Stiftung, « Intégrisme religieux et insécurité au Cameroun », Discussion Paper no. 3 de la plateforme de dialogue sur les questions de sécurité, août 2013, p. 6.

⁸⁸ « Cameroun : le culte cathodique de Tsala Essomba », *Jeune Afrique*, 4 février 2014.

III. Clivages intra-musulmans et intolérance religieuse

Le développement du wahhabisme et l'essor des églises de réveil au Cameroun donnent lieu à des clivages au sein de la communauté musulmane et alimentent l'intolérance religieuse.

A. Les clivages intra-musulmans

1. La politisation du religieux et le clivage Peul versus Kirdi

Sous le régime du président Ahidjo, musulman peul, l'islam bénéficiait de l'appui implicite des autorités politiques. Ahidjo a contribué à la diffusion et au rayonnement culturel de l'islam. Il a encouragé la création de mosquées et instituts islamiques, noué des relations étroites entre le Cameroun et les pays du Golfe et fait des dons aux imams.⁸⁹ Au Nord, il a contribué à la réislamisation et à la réaffirmation de l'hégémonie peul au point de faire régner un climat d'intolérance religieuse.⁹⁰ En effet, dans son désir de faire apparaître le Nord du pays comme une entité musulmane homogène, Ahidjo ne nommait que des ambassadeurs peul dans les pays musulmans, ce qui a fait des Peul les interlocuteurs privilégiés des fondations du Golfe.⁹¹ Il a encouragé l'islam car le christianisme semblait représenter un danger politique latent pour le bloc régional musulman, puisque les églises possédaient le potentiel idéologique et organisationnel pour réunir les Kirdi (animistes et chrétiens) du Nord-Cameroun.⁹² Une alliance entre les chrétiens du Sud et ceux du Nord pouvait porter atteinte à l'unité politique de la province du Nord-Cameroun.⁹³

Sous le régime Biya, au début de sa prise de pouvoir, les musulmans et ressortissants du Nord-Cameroun étaient stigmatisés et discriminés du fait de leur assimilation aux putschistes qui ont tenté de renverser son régime le 6 avril 1984. Cependant, lors des revendications démocratiques des années 1992, le régime a opté pour la réconciliation et l'alliance avec les chefs traditionnels (principalement les lamidos dans le Nord et le sultan à Foumban), qui ont contribué via les campagnes électorales et les menaces à la victoire du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti au pouvoir.⁹⁴ Certains comme le sultan de Foumban se sont portés candidats aux élections locales sous la bannière du RDPC depuis 1996.⁹⁵

La politisation religieuse et la domination peul ont créé deux ressentiments : celui des musulmans du Sud et celui des Kirdi du Nord. Des musulmans du Sud Cameroun

⁸⁹ Hamadou Adama, *L'islam au Cameroun*, op. cit.

⁹⁰ Christian Seignobos, « Boko Haram : innovation guerrière depuis les monts mandara », *Afrique contemporaine*, n°252 (2004), p. 165.

⁹¹ Entretien de Crisis Group, chercheur à l'ENS de Maroua, 18 février 2015.

⁹² Kirdi est un terme de l'arabe choa signifiant « infidèle ». Il a été utilisé par les Peul pour désigner les ethnies non musulmanes du Nord-Cameroun, en l'occurrence les Toupouri, les Massa, les Moundang, les Guiziga, les Mafa, les Mofou, les Dii, les Guidar, les Gbaya, les Zoulgo, les Mada, les Namchi, les Fali, les Tikar, les Mousseye, etc. Sur les Kirdi, voir Christian Seignobos et Henry Tourneux, *Le Nord-Cameroun à travers ses mots. Dictionnaire des termes anciens et modernes* (Paris, 2002), et Jean-Baptiste Baskouda, *Baba Simon. Le père des Kirdis* (Paris, 2010).

⁹³ Voir Gilbert Taguem Fah, « Dynamique plurielle, regain de spiritualité et recomposition de l'espace islamique dans le bassin du lac Tchad », op. cit.

⁹⁴ Voir Charles Nach Back, « La chefferie traditionnelle au Cameroun : entre ambiguïtés juridiques et dérive politique », *Africa Development*, vol. 25, no. 4 (2000). Luc Sindjoun, *L'Etat ailleurs : entre noyau dur et case vide* (Paris, 2002).

⁹⁵ « Cameroun : Foumban, un marigot pour deux crocodiles », *Jeune Afrique*, 27 novembre 2013.

se plaignent de cette domination. Ils militent pour une meilleure prise en compte de la diversité ethnique et de la diversité des courants dans la communauté musulmane.⁹⁶ Ils fustigent également le fait que la plupart des associations islamiques camerounaises ne montent des projets de développement que dans la partie septentrionale.⁹⁷

Dans le Nord-Cameroun, le ressentiment entre les Kirdi et les Peul subsiste. Outre le fait que les Kirdi ont été soumis à l'esclavage par les Peul et ont dû abandonner une partie de leurs terres pour échapper à l'islamisation, ils ont été discriminés et marginalisés durant le règne de Ahidjo entre 1960 et 1982. Aujourd'hui encore, des formes de discrimination et de violence symbolique persistent, telles que harcèlement policier, mépris dans les services administratifs, ou discriminations à l'école et à l'embauche.⁹⁸ Pour y faire face, des Kirdi ont créé, dans les années 1990, des associations pour défendre leurs intérêts et leur identité.⁹⁹ Par ailleurs, il reste difficile aujourd'hui pour un non musulman de se faire élire au Nord. La majorité des élus actuels de l'Adamaoua et de la région du Nord sont des Peul musulmans.¹⁰⁰

2. Islam rigoriste versus islam local

L'arrivée des wahhabites au Cameroun ne s'est pas faite sans heurts. A Douala, Yaoundé et Mbalmayo, leur implantation dans les années 1993-1994 a donné lieu à des conflits parfois meurtriers.¹⁰¹ A Foumban, la nomination d'un imam central wahhabite par le sultan, en 2002, a suscité de violents affrontements à la suite desquels la grande mosquée a été fermée pendant deux ans. Un compromis a été trouvé par la désignation d'un imam central tidjanite et de deux adjoints wahhabites. Des affrontements de même nature se sont répétés en 2000, 2002, 2003, 2004 et 2012 à Foumbot, Koutaba, Bafia, Yaoundé et Ngaoundéré entre wahhabites et tidjanites qui se sont soldés par des morts.¹⁰²

⁹⁶ Entretiens de Crisis Group, imams du Sud et musulmans, Yaoundé et Mbalmayo, mars 2015.

⁹⁷ Parmi les associations islamiques mentionnées figurent : la WAMY Cameroun (branche camerounaise de l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane), l'African development foundation (ADF), l'Association camerounaise pour l'éducation et la culture (ACEC), l'Association camerounaise pour l'aide à la solidarité (ACAMAS), le New muslim center for charity (NMCC) et l'Association culturelle islamique du Cameroun (ACIC). Entretiens de Crisis Group, imams du Sud et musulmans, Yaoundé et Mbalmayo, mars 2015.

⁹⁸ En juillet 2004, un document intitulé « Plan de lutte contre les Chrétiens » attribué à la Jeunesse islamique du Cameroun (JIC), qui a démenti, circulait sous le manteau et des tracts étaient distribués à l'Extrême Nord. Entretiens de Crisis Group, président de la JIC, forces de sécurité et autorités administratives, Yaoundé, Maroua et Kousséri, février 2015. Voir « Tracts anti-chrétiens dans le Nord du Cameroun », Agence France Presse, 12 juillet 2004.

⁹⁹ Ainsi, la création par un Kirdi du Mouvement pour la défense de la république (MDR) en 1991 s'inscrivait dans la logique de contrecarrer l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP). Ce parti, créé par un Peul et dominant au Nord-Cameroun dans les années 1990, était perçu par les Kirdi comme ne défendant pas les intérêts du Nord mais ceux des Peul. Entretiens de Crisis Group, autorités administratives et universitaires, Ngaoundéré, septembre 2014. Cependant, la « kirditude » ou « kirditude » demeure une identité artificielle ou d'opposition aux Peul, car la plupart des associations identifiées comme kirdi sont en réalité tribales et les populations kirdi se définissent d'abord par rapport à leur appartenance tribale. Entretiens de Crisis Group, dirigeants d'associations, étudiants et jeunes du Nord-Cameroun, septembre 2014-mars 2015.

¹⁰⁰ Entretiens de Crisis Group, maires et sous-préfets, Ngaoundéré et Garoua, septembre 2014.

¹⁰¹ Entretien téléphonique de Crisis Group, universitaire à Paris, 8 mai 2015. « Guerre des musulmans à Yaoundé », *Le nouvel indépendant*, 17 avril 1995.

¹⁰² Entretiens de Crisis Group, imams et coordonnatrice de projet à l'Association camerounaise pour le dialogue interreligieux (ACADIR), Yaoundé, septembre 2014 et février 2015.

La pomme de discorde entre les wahhabites et les tidjanites est la purification de l'islam local. Les wahhabites cherchent à imposer un islam rigoriste, expurgé des pratiques liées à la culture locale. Les marabouts traditionnels, qui vivent des consultations divinatoires, se sont farouchement opposés aux wahhabites, qui demandaient à leurs adeptes de ne plus les consulter. Sous l'influence des wahhabites, les pratiques tendant à sacraliser le roi ou le sultan ont diminué à Foumban, Ngaoundéré et dans l'Extrême Nord. Ils ont également répandu le *tahajjud* (une prière de nuit qui est recommandée, mais pas obligatoire).

À Foumban, les wahhabites se sont également opposés à la célébration du Nguon, une fête traditionnelle bamoun.¹⁰³ Un cheikh wahhabite, Saïd Albani, a fait circuler des cassettes remettant en cause le caractère islamique de cette fête et le statut du sultan en tant que chef des croyants à Foumban. Il a été arrêté arbitrairement par les forces de sécurité et détenu pendant une semaine.¹⁰⁴ Le conflit entre wahhabites et tidjanites a été si profond que sur plusieurs questions doctrinaires des compromis ont dû être faits. Autant les anciens tidjanites ont accepté en se convertissant au wahhabisme de renoncer à certaines pratiques telles que la danse et l'usage des tambours durant les cultes, la consultation des marabouts, la pratique de *l'homidi*, autant ils ont refusé de renoncer à d'autres pratiques telles que le *saraka*, funérailles de trois jours. Les wahhabites ont obtenu la généralisation du voile simple (hijab) chez les femmes à Foumban et au Nord, mais ils ne parviennent pas à généraliser le voile intégral (burqa).¹⁰⁵

La conversion des musulmans du Sud au wahhabisme présente également des traits de revanche contre les Peul. Longtemps considérés comme des musulmans de seconde zone, des « gens qui mangeaient le porc il y a encore quelques années ou dont les parents ont mangé le porc », « qui ne parlent pas le fulfuldé »,¹⁰⁶ les musulmans du Sud ont vu dans la conversion au wahhabisme un moyen de retrouver du prestige face aux Peul et de contrer leur hégémonie. Non seulement ceux d'entre eux qui ont bénéficié d'une bourse d'étude parlent désormais arabe, mais surtout ils peuvent se targuer de pratiquer un islam authentique et de collaborer directement avec la « source de l'islam », à savoir l'Arabie Saoudite.¹⁰⁷ Les Peul, ayant été les premiers

¹⁰³ Les Bamoun sont une ethnie établie dans la région de l'Ouest du Cameroun et représentent 85 pour cent de la population du département du Noun. L'établissement du royaume bamoun remonterait au 14^{ème} siècle. Voir Claude Tardits, *Le royaume Bamoun* (Paris, 1980).

¹⁰⁴ Entretiens de Crisis Group, notable bamoun et imam, Yaoundé, février 2015.

¹⁰⁵ Entretiens de Crisis Group, notable bamoun et imam, Yaoundé, février 2015. Le port du hijab est défendu par les associations de femmes musulmanes telles que la fondation princesse Khadija qui se fondent sur la sourate 33 verset 59 et la sourate 24 du Coran. En mars 2015, lorsque le préfet du département du Noun a tenté d'interdire la burqa, il y a eu une forte opposition de la population (hommes et femmes) et du sultan contre sa décision et il s'est rétracté. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, musulmanes, 26 juin 2015. Voir « les musulmanes du Cameroun veulent célébrer la journée mondiale du Hijab », camer.be, 17 avril 2014. En fin juin 2015, après les attentats suicides de Boko Haram à Fotokol et Maroua, le préfet du Noun qui est chrétien a fait interdire la burqa à Foumban, malgré les indignations d'une frange de musulmans de cette localité. Plusieurs autres régions du Cameroun ont également interdit la burqa après ces attentats (l'Extrême Nord, le Littoral qui compte la ville de Douala, le département du Mfoundi dans lequel est situé Yaoundé). Voir « Cameroon bans islamic face veil after suicide bombings », BBC, 16 juillet 2015 ; « Cameroun : le préfet du Noun interdit la circulation des personnes non identifiées à vue » (www.cameroon-info.net), 12 juillet 2015.

¹⁰⁶ Le fulfuldé est la langue parlée par les Peul. Entretiens de Crisis Group, imam beti et musulmans, Yaoundé, septembre 2014.

¹⁰⁷ Entretien téléphonique de Crisis Group, chercheur à l'ENS de Maroua, 18 novembre 2014.

musulmans au Cameroun, estiment souvent qu'ils ne peuvent pas prier derrière un imam du Sud.¹⁰⁸ Quant aux convertis du Sud, du fait d'une meilleure connaissance de l'islam acquise en Arabie Saoudite ou au Soudan, ils estiment que les Peul, qui pour la plupart ne parlent pas arabe, ne font que réciter le Coran sans le comprendre.¹⁰⁹

A Foumban, l'opposition entre wahhabites et tidjanites se nourrit de l'antagonisme entre Adamou Ndam Njoya, président de l'Union démocratique du Cameroun (UDC), et le sultan Ibrahim Mbombo Njoya. Adamou Ndam Njoya, frère du sultan et maire de Foumban, estime être le successeur légitime au trône, ce qui crée un clivage politico-religieux au sein du sultanat.¹¹⁰ Les partisans de Ndam Njoya sont de l'UDC et en majorité tidjanites, tandis que ceux du roi sont du parti au pouvoir et majoritairement sunnites. Selon les partisans de Ndam Njoya, « le roi est wahhabite et c'est lui qui les a fait venir à Foumban ». ¹¹¹ Cet antagonisme politico-religieux au sein de la communauté Bamoun se transporte aussi en dehors du cadre spatial de Foumban, comme en témoignent les querelles entre partisans de Ndam Njoya et du sultan à Douala et Yaoundé.¹¹²

Au début des années 1990, une dizaine de musulmans bamoun étaient allés au Soudan pour étudier à l'Université internationale islamique d'Afrique et dans des instituts liés à Ansar Al-Sunnah Al-Muhammadiyah group, un mouvement salafiste soudanais.¹¹³ A leur retour dans les années 2000, ils avaient tenté, encouragés par le roi en quête de légitimité face à son frère, Ndam Njoya, d'entrer dans le clergé local, ce qui a provoqué une lutte avec les traditionnalistes.¹¹⁴ Le sultan lui-même prend soin de ne pas prendre parti. Il se dit ouvert à tout courant religieux musulman et chrétien non violent car, selon la tradition bamoun, il a le titre d'*Amir Al Mouminin* (le commandeur des croyants) à Foumban.¹¹⁵

¹⁰⁸ Entretiens de Crisis Group, musulmans du Sud, Yaoundé, septembre 2014. Ce complexe peul semble toutefois s'effacer au Nord où les Peul rencontrés affirment que « ça c'était avant. Ça n'existe plus tellement ». Entretiens de Crisis Group, citoyens peul et haoussa, Ngaoundéré et Garoua, septembre 2014.

¹⁰⁹ Entretiens de Crisis Group, islamologue et politologue, Yaoundé, septembre 2014.

¹¹⁰ Cette querelle de succession s'inscrit dans la longue histoire du sultanat bamoun. Aboubakar Njiassé-Njoya, « Njimoluh Seidou et Mbombo-Njoya dans l'action politique au Cameroun (1948-1998) », in Claude-Hélène Perrot et François-Xavier Fauvelle-Aymar, op. cit., p. 307-313. « Foumban : le sultan et le maire se déchirent », Cameroun Actu (www.camerounactu.net), 11 mars 2010 ; « Après les échauffourées, le sultan Bamoun Ibrahim Mbombo Njoya sur les béquilles », *Le Messenger*, 7 janvier 2013.

¹¹¹ Entretiens de Crisis Group, militants de l'UDC, Yaoundé, janvier 2015.

¹¹² « Douala : indépendantistes et royalistes musulmans se déchirent à New-bell », (cameroun.link), 18 juin 2015 ; « Lutte contre Boko Haram : ceux qui coupent la barbe aux sunnites à Foumban n'ont rien compris », *Africa Presse*, 10 juillet 2014.

¹¹³ Sur Ansar Al-Sunnah du Soudan, voir Jam Al Sharif, « Salafis in Sudan : Non-interference or confrontation », Al Jazeera Center for Studies, 3 juillet 2012 ; et May Ali, « Salafis vs Sufis : A simmering conflict in Sudan », Al-Akhbar (www.al-akhbar.com), 14 mars 2012. Ce mouvement est aussi présent en Egypte. Voir Hani Nasira, « Salafists challenge Al-Azhar for ideological supremacy in Egypt », *Terrorism Monitor*, vol. 8, no. 35 (septembre 2010), p. 7-9.

¹¹⁴ Entretiens de Crisis Group, islamologue et musulmans bamoun, Yaoundé, janvier 2015. « Foumban livré à une guerre de confréries », (www.cameroon-info.net), 26 octobre 2000.

¹¹⁵ Entretien de Crisis Group, imam et notable bamoun, Yaoundé, février 2015.

3. Boko Haram : le radicalisme de voisinage

Les premiers indices de la présence de Boko Haram (devenu état islamique en Afrique de l'Ouest en mars 2015)¹¹⁶ au Cameroun datent de 2004 : après les émeutes de Kanama au Nigéria et la répression qui a suivi, de nombreux membres se sont réfugiés dans les monts Mandaras camerounais.¹¹⁷ En 2009, après les affrontements à Maiduguri durant lesquels Mohamed Yusuf, le fondateur du groupe, a été tué, des dirigeants de Boko Haram, dont Abubakar Shekau, se sont réfugiés à nouveau dans les monts Mandaras.¹¹⁸ C'est à partir de cette date que le prosélytisme de Boko Haram s'est développé en direction du Cameroun. Une poignée de prédicateurs radicaux proches de Boko Haram étaient présents à Maroua, Goulfey et Kousséri.¹¹⁹ Plusieurs ont été séduits par ce discours et Boko Haram a recruté des adeptes.¹²⁰ A partir de 2013, la secte est devenue invisible après les arrestations des prédicateurs et de personnes suspectées de collusion avec Boko Haram.¹²¹

A ce jour, il est difficile d'identifier des partisans ou sympathisants du groupe en raison de la nouvelle loi antiterroriste et des arrestations multiples des forces de sécurité.¹²² Toutefois, il est certain que le groupe possède toujours des adeptes et sympathisants dans la population de l'Extrême Nord et probablement au-delà.¹²³ Boko Haram aurait recruté plus de 3 000 combattants au Cameroun, en majorité parmi les Kanuri car le dirigeant de la secte est de cette ethnie et il existe une fluidité entre les kanuri du Cameroun et ceux du Nigéria.¹²⁴ Bien que la grande majorité ait été recrutée de force ou pour des raisons économiques, d'après les services de sécurité

¹¹⁶ En mars 2015, Boko Haram a prêté allégeance à Daech et a par la suite changé d'appellation. Voir « Le groupe Etat islamique accepte l'allégeance de Boko Haram », AFP, 12 mars 2015.

¹¹⁷ Voir Marc-Antoine Perouse de Montclos, *Islamism, politics, security and the State in Nigeria*, Waposo series N°2, (Ibadan et Leiden, 2014).

¹¹⁸ Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°101, *Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir*, 4 septembre 2014 ; et le rapport de Crisis Group, *Curbing violence in Nigeria (II)*, op. cit.

¹¹⁹ Entretiens de Crisis Group, officiers du renseignement, Yaoundé, janvier 2015 ; et « Boko Haram », *Fulan's Sitrep*, 10 août 2014.

¹²⁰ Entretiens de Crisis Group, étudiants et habitants, Maroua et Kousséri, février-mars 2015.

¹²¹ Entretiens de Crisis Group, dirigeants musulmans, forces de sécurité et autorités administratives, Maroua, Kousséri, Mokolo et Goulfey, février-avril 2015.

¹²² Le Cameroun a adopté en décembre 2014 une loi portant répression des actes de terrorisme. Cette loi a été fortement critiquée par l'opposition et la société civile, en particulier l'article 2 qui assimile au terrorisme et punit de la peine de mort les manifestations publiques non autorisées, la perturbation du fonctionnement des services publics et tout acte susceptible de contraindre le gouvernement à adopter ou à renoncer à une position particulière. Pour ses détracteurs, cette loi est une entorse aux libertés publiques et un message du régime aux populations suite au renversement de Blaise Compaoré au Burkina Faso. Entretiens de Crisis Group, dirigeants politiques et syndicalistes, Yaoundé, février 2015. De plus, le flou entourant les infractions de terrorisme, apologie du terrorisme et complicité du terrorisme a créé une zone grise qui facilite les arrestations et détentions arbitraires des populations kanuri et des imams, ainsi que des journalistes et chercheurs. Voir « Cameroun : Paul Biya accusé d'instrumentaliser une loi antiterroriste à des fins politiques », *Jeune Afrique*, 16 janvier 2015 ; « L'opposition prise au piège de l'arsenal antiterroriste de Biya », *La lettre du continent*, no. 696, 7 janvier 2015 ; et « Deux journalistes arrêtés au Cameroun », BBC, 31 août 2015.

¹²³ Entretiens de Crisis Group, officiers du renseignement et forces de sécurité, Yaoundé, Maroua et Kousséri, janvier-avril 2015. « In shadow of Boko Haram, Cameroon combats extremism at home », *New York Times*, 26 mars 2015.

¹²⁴ Voir le briefing de Crisis Group, *Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir*, op. cit. ; Denis Tull, « Cameroon and Boko Haram. Time to think beyond terrorism and security », *SWP comments* 42, août 2015 et « Terrorisme : Boko Haram aurait recruté plusieurs centaines de jeunes au Cameroun », *Jeune Afrique*, 6 août 2014.

plusieurs membres ont reconnu lors de leurs interrogatoires avoir rejoint le groupe de leur plein gré entre 2011 et 2014.¹²⁵ En juillet 2015, Boko Haram détenait également plus de 700 Camerounais en otage.¹²⁶ En décembre 2014, l'armée a annoncé avoir démantelé un camp d'entraînement de Boko Haram à Guirvidig, dans le département du Mayo Danay, à l'Extrême Nord. 84 jeunes de sept à quinze ans et 45 instructeurs ont été arrêtés.¹²⁷ Ces jeunes ont été libérés en juillet 2015 sous la pression d'ONG et les autorités ont reconnu qu'il ne s'agissait pas d'un camp d'entraînement de Boko Haram, mais d'écoles coraniques salafistes.¹²⁸ Les prisons et les camps de réfugiés semblent être des terrains fertiles pour Boko Haram.¹²⁹ A la prison de Maroua, qui accueille plus de 1 200 présumés membres de Boko Haram, et dans le camp de réfugiés de Minawao, le prosélytisme serait prégnant.¹³⁰ En août 2015, des présumés kamikazes de Boko Haram ont été arrêtés au camp de Minawao en possession d'explosifs.¹³¹

Un effet contreproductif de la lutte contre Boko Haram a été l'arrestation d'imams wahhabites à Fouban en mai 2014, qui s'est accompagnée de la stigmatisation et d'arrestations arbitraires de Kanuri et de populations frontalières à l'Extrême Nord, et de violations des droits humains.¹³² A cela se sont ajoutées des bavures qui engendrent des ressentiments communautaires et rendent difficile la coopération avec les forces de sécurité.¹³³

De façon générale, les musulmans du Cameroun ont condamné Boko Haram, qu'ils considèrent comme une secte non islamique qui n'a rien à voir avec le Coran. Les lami-dos et le clergé musulman collaborent avec les forces de sécurité.¹³⁴ Lors des enlèvements de prêtres et religieux catholiques, en novembre 2013 et avril 2014, des imams

¹²⁵ Entretiens de Crisis Group, officiers du renseignement et forces de sécurité, Yaoundé, Maroua et Kousséri, janvier-mars 2015.

¹²⁶ « Plus de 700 Camerounais otages de Boko Haram », *L'œil du Sahel*, 6 juillet 2015.

¹²⁷ « Cameroon army says dismantles Boko Haram training camp », Reuters, 22 décembre 2014.

¹²⁸ « Cameroun. Libérez 84 enfants détenus illégalement depuis six mois à la suite des descentes dans des écoles coraniques », *Communiqué d'Amnesty International*, 19 juin 2015. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, autorités administratives à Maroua, juillet 2015. L'Extrême Nord compte plus de 600 écoles coraniques. Voir « Extrême Nord : 606 écoles coraniques recensées », *L'œil du Sahel*, 31 août 2015.

¹²⁹ « Lutte contre Boko Haram, Yaoundé veut éviter l'endoctrinement de la population carcérale par les prisonniers islamistes », Koaci, 31 août 2015.

¹³⁰ En mars et mai 2015, les forces de sécurité y ont arrêté des membres présumés de Boko Haram. Entretiens de Crisis Group, autorités administratives et humanitaires, Maroua et Minawao, février-mars 2015 ; et entretiens téléphoniques, forces de sécurité, avril 2015.

¹³¹ « Cameroun : arrestation de deux présumés Kamikazes au camp de réfugiés de Minawao », BBC, 5 août 2015.

¹³² Voir la section camerounaise du rapport du département d'Etat américain sur les droits humains, « Cameroon : country reports on human rights practices for 2014 », U.S. State Department, 25 juin 2015.

¹³³ Au sujet des bavures, voir la section Cameroun du rapport 2014 d'Amnesty International, « Les droits humains en 2014 : un bilan catastrophique », 25 février 2015. Le ministre de la Communication a reconnu que 25 personnes en garde à vue étaient mortes asphyxiées dans une cellule de la gendarmerie de l'Extrême Nord.

¹³⁴ La collaboration entre les chefs traditionnels et les autorités administratives est toutefois limitée. A l'Extrême Nord, des chefs traditionnels se sont montrés réticents à une collaboration avec les forces de sécurité par crainte de représailles ciblées de Boko Haram. Plusieurs chefs traditionnels auraient été tués par Boko Haram pour avoir collaboré avec les forces de sécurité. Depuis mai 2014, nombre d'entre eux ont envoyé leurs familles à Maroua et même à Garoua. Entretiens de Crisis Group, sous-préfets et maires, Garoua, septembre 2014 ; et entretien téléphonique, adjoint préfectoral à Maroua, juillet 2014.

et des associations musulmanes ont organisé des prières pour leur libération.¹³⁵ Les dirigeants religieux musulmans organisent souvent des prières contre Boko Haram et participent à des conférences et rencontres interreligieuses.¹³⁶ Mais le sentiment dominant au sein des musulmans et des Camerounais en général est celui du déni. Pour eux, Boko Haram n'a pas de sympathisants au Cameroun et est un groupe financé par les Occidentaux pour discréditer l'islam et déstabiliser le Nigéria et le Cameroun.¹³⁷ Selon eux, la France cherche à punir le président Biya parce qu'il se tourne désormais vers d'autres pays (Chine, Russie).¹³⁸

Si ces perceptions se nourrissent du ressentiment historique contre la France,¹³⁹ elles ont ressurgi depuis l'intervention de la France en Côte d'Ivoire et de l'Otan en Libye et sont amplifiées par des médias locaux bénéficiant de la bienveillance des pouvoirs publics.¹⁴⁰ Cette vision de Boko Haram comme complot occidental est aussi partagée au Nord du Nigéria.¹⁴¹

B. Les ferments de l'intolérance religieuse

Selon les dirigeants religieux, il n'y a pas de problème de religion au Cameroun. Pourtant, au-delà du discours d'entente cordiale, les ferments de l'intolérance religieuse se développent progressivement. La méfiance règne entre les groupes religieux. Certains sont exclus et d'autres s'auto-excluent de l'espace religieux officiel.

¹³⁵ « Deux prêtres italiens et une religieuse canadienne enlevés au Cameroun », *Le Monde*, 5 avril 2014. Parmi ces associations figurent la Conférence des imams du Cameroun (CIC) et l'Union islamique du Cameroun (UIC). Entretien téléphonique de Crisis Group, membre de l'UIC à Douala, avril 2015.

¹³⁶ Bien que mal perçus par les sunnites, les chiites sont parfois associés à ces prières. Voir « Cameroon worried over spread of ideology », *Voice of America*, 16 juin 2015 ; « Lutte contre Boko Haram : les imams des dix régions prient pour Paul Biya et pour la paix au Cameroun », CIN (www.cameroon-info.net), 14 juin 2015.

¹³⁷ Entretiens de Crisis Group, musulmans, septembre 2014-avril 2015 ; et président de la Ligue camerounaise des consommateurs (LCC), Yaoundé, février 2015. « Cameroun : la thèse du complot a la peau dure », *Le Jour*, 23 janvier 2015.

¹³⁸ L'ambassadrice de France au Cameroun a dû démentir à plusieurs reprises des liens supposés entre la France et Boko Haram. Le ministre des Affaires étrangères français l'a aussi fait durant sa visite à Yaoundé en mars 2015. Lors de la marche de Yaoundé contre Boko Haram le 28 février 2015, la présence de l'ambassadrice de France a été contestée par des participants qui ont scandé des slogans anti-français. « Les relations entre la France et le Cameroun se sont détériorées », *Mediapart*, 25 avril 2015.

¹³⁹ Richard Joseph, *Le mouvement nationaliste camerounais : aux origines sociales de l'UPC* (Paris, 1986) ; et Manuel Domergue, *Kamerun : une guerre cachée aux origines de la Françafrique* (Paris, 2011).

¹⁴⁰ La chaîne Afrique media est la figure de proue du courant anti-français. Elle bénéficie de la bienveillance des autorités camerounaises et du soutien financier du président équato-guinéen. En 2014, alors que le Conseil national de la communication (CNC) avait convoqué la chaîne pour manquement à la déontologie, de hauts fonctionnaires de la présidence ont fait pression sur le Conseil et cette convocation a été levée. Entretien de Crisis Group, membre du CNC, Yaoundé, janvier 2015. Le 4 juin 2015, le CNC a finalement prononcé une suspension d'un mois contre la chaîne et six mois contre deux de ses journalistes. Les partisans de la chaîne estiment que la France a fait pression sur le gouvernement camerounais pour obtenir cette suspension. La chaîne continue pour l'instant d'émettre et bénéficie du soutien du syndicat des journalistes. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, consultants politiques à Afrique media, juin 2015. Voir « Afrique media émet toujours malgré la sanction du CNC », *Mutations*, 9 juin 2015.

¹⁴¹ Pour les Nigériens du Nord, les Etats-Unis remplacent la France comme instigateur de Boko Haram. Entretien de Crisis Group, universitaire, Paris, juin 2015.

1. Des relations interreligieuses dominées par des perceptions négatives

A l'origine de l'intolérance religieuse se trouvent des perceptions négatives entre les différentes religions. A défaut de dialogue entre les catholiques et les églises de réveil prévaut un mépris mutuel. Le discours des églises de réveil est radical vis-à-vis du clergé catholique, qu'elles diabolisent. Elles présentent le pape comme un grand maître franc maçon promis à l'enfer et affirment que les catholiques sont voués à la damnation.¹⁴² Le clergé catholique dit ne pas se sentir menacé par la montée des églises de réveil et les considère généralement avec condescendance. Il perçoit les églises réveillées comme des sectes et leurs pasteurs comme des entrepreneurs religieux, des arnaqueurs sans formation religieuse.¹⁴³ De ce fait, ils ne sont pas associés aux initiatives interreligieuses pilotées par les associations catholiques.¹⁴⁴ Les pasteurs réveillés rétorquent souvent qu'ils « n'ont rien à faire avec des adorateurs de statues ».¹⁴⁵

Dans la communauté musulmane, les perceptions sont négatives entre les courants tidjanite, sunnite, wahhabite et chiite. Les associations musulmanes de dialogue interreligieux sont d'obédience tidjanite et sunnite. Les représentants des autres courants ne sont souvent pas conviés à leurs activités.¹⁴⁶

Entre chrétiens et musulmans, la méfiance est aussi de mise.¹⁴⁷ Les églises de réveil ont un discours radical contre les musulmans. Ces derniers connaissent peu les églises de réveil, qu'ils assimilent souvent aux sectes du christianisme, voire du catholicisme. La cohabitation entre les églises missionnaires chrétiennes et les courants musulmans dominants est pacifique mais fragile, comme en témoigne le fait qu'un proviseur ait fait brûler les foulards des élèves musulmanes au lycée de Yagoua en octobre 2014.¹⁴⁸ Cette fragile cohabitation pourrait être mise à mal si des attentats terroristes, comme ceux de Boko Haram ayant touché N'Djamena en juin 2015 et Maroua en juillet 2015 survenaient dans les grandes villes au sud du Cameroun.¹⁴⁹

En effet, trois attentats-suicides ont touché les villes de Fotokol et Maroua au mois de juillet, faisant une cinquantaine de morts et plus de 120 blessés. Suite à ces attentats, les autorités ont renforcé le dispositif sécuritaire et pris un ensemble de mesures qui font de Maroua une ville de fait sous état d'urgence.¹⁵⁰ En plus de l'envoi d'un renfort de 2 000 soldats, du renforcement des contrôles de police et du couvre-feu institué dès 19h, certaines des mesures comme l'interdiction de la burqa et la réduc-

¹⁴² Entretiens de Crisis Group, pasteurs et fidèles réveillés, décembre 2014-avril 2015.

¹⁴³ Entretiens de Crisis Group, fidèles et dirigeants catholiques, décembre 2014-février 2015.

¹⁴⁴ Entretien de Crisis Group, coordonnatrice de projet à l'ACADIR, Yaoundé, janvier 2015.

¹⁴⁵ Les catholiques sont perçus ainsi parce que les images et statuettes de Jésus et de Marie sont présentes dans leurs chapelles. Entretiens de Crisis Group, fidèles et pasteurs réveillés, Douala, décembre 2014.

¹⁴⁶ Entretien de Crisis, président de la JIC, Yaoundé, 7 février 2015.

¹⁴⁷ Excepté la partie septentrionale, il n'y a pas de cas de conflits violents entre chrétiens et musulmans dans le Sud. A Douala, le seul litige ayant eu lieu était de nature foncière en 2012 dans le quartier New Bell. Entretien de Crisis Group, vicaire général de l'archidiocèse, Douala, 28 décembre 2014.

¹⁴⁸ « Cameroun : 300 foulards brûlés au lycée classique de Yagoua », *L'œil du Sahel*, 24 octobre 2014.

¹⁴⁹ Le 15 juin 2015 le Tchad a été frappé par deux attentats terroristes qui ont fait 34 morts et 105 blessés. Ces attentats sont des représailles de Boko Haram du fait de l'engagement des soldats tchadiens dans la lutte contre Boko Haram depuis janvier 2015. « Chad suicide attacks kill many in N'djamena », BBC, 15 juin 2015 ; « Attaques de N'Djamena : le gouvernement tchadien décide une série de mesures sécuritaires », Anadolu Agency, 19 juin 2015.

¹⁵⁰ « Cameroun : nouvel attentat meurtrier à Maroua », RFI, 26 juillet 2015 ; « Le Cameroun frappé à son tour par Boko Haram », *Le Monde*, 22 juillet 2015.

tion du nombre de mosquées et d'écoles coraniques sont plus controversées.¹⁵¹ Si ces mesures sont généralement acceptées par la population, elles génèrent également des frustrations, notamment chez les wahhabites et les salafistes qui se sentent visés. Le gouvernement estime que ces mesures font l'unanimité au sein de la communauté musulmane, car les représentants des grandes associations musulmanes sont soit tidjanites, soit sunnites et ne sont donc pas concernés par l'interdiction de la burqa, contrairement aux wahhabites.¹⁵² Ces mesures risquent de renforcer l'antagonisme d'une frange de la communauté musulmane déjà proche du salafisme et du fondamentalisme wahhabite, d'autant plus qu'elles donnent lieu à des dérives des forces de sécurité et des populations : à l'Extrême Nord, Yaoundé et Douala, des femmes en burqa ou parfois en hijab (le voile simple) sont harcelées dans les rues et certaines ont été dénudées.¹⁵³ Les attentats de juillet et les arrestations de kamikazes – parmi lesquels des Camerounais – qui ont suivi confirment que le salafisme jihadiste a bel et bien pénétré au Cameroun.¹⁵⁴ Ces attentats ternissent également l'image de l'islam auprès de certains Camerounais qui associent facilement islam et terrorisme et confondent burqa, niqab et hijab.

2. Les églises de réveil en marge de l'espace religieux officiel

La posture radicale des églises de réveil est inhérente à leur orientation théologique, qui contribue à leur auto-exclusion. Du fait d'une interprétation littérale de la Bible et d'une conception exclusiviste du Salut,¹⁵⁵ les églises de réveil sont intolérantes : elles ont tendance à diaboliser les autres églises et se renfermer sur elles-mêmes. Cette attitude d'auto-exclusion a un impact négatif sur leurs rapports avec les autres groupes religieux car, si certaines sont ouvertes au dialogue interreligieux, d'autres rejettent cette idée.¹⁵⁶

Leur marginalisation par les pouvoirs publics et leur mise à l'écart par les autres églises renforcent cette posture radicale. Malgré leur soutien au pouvoir en place, les églises de réveil sont encore loin d'une réelle reconnaissance par le régime.¹⁵⁷ Elles sont prédisposées à soutenir le chef de l'Etat, car piégées par la nécessité d'une auto-

¹⁵¹ « Terrorisme : les neuf mesures phares prises par le Cameroun pour se protéger de Boko Haram », *Jeune Afrique*, 30 juillet 2015.

¹⁵² Entretiens de Crisis Group, musulmans wahhabites, Yaoundé, juillet 2015.

¹⁵³ Entretiens de Crisis Group, général de brigade et musulmanes, Yaoundé, août 2015 ; « Interdiction de la burqa : des musulmanes victimes de harcèlement », 237 online, 21 août 2015.

¹⁵⁴ Voir Olga Bogorad « Cameroon's extreme northern region : fertile ground for Boko Haram », *Daily Maverick*, 14 août 2015 ; « Cameroun : arrestation à Maroua de trois personnes transportant des explosifs », AFP, 1 août 2015 ; et Marafa Hamidou Yaya, « Cameroun : comment repousser la menace Boko Haram », *Le Monde*, 30 juillet 2015.

¹⁵⁵ Les églises néo-pentecôtistes pensent que seuls les « nés de nouveau » (*born again*) hériteront du paradis à la fin des temps et que les adeptes des autres religions et courants chrétiens sont promis à l'enfer. Ils se situent ainsi dans le même schéma eschatologique que les wahhabites. Voir Moïse Samuel Lindjeck, *Le ministère de la délivrance au Cameroun : quels repères ? Essai d'analyse exégétique et théologique* (Paris, 2015).

¹⁵⁶ Entretiens de Crisis Group, pasteurs et fidèles réveillés, Douala et Yaoundé, février 2015.

¹⁵⁷ A titre de comparaison, les églises de réveil au Cameroun sont encore loin d'avoir l'influence politique des églises *born again* de Côte d'Ivoire et du Kenya. Voir le rapport Afrique de l'Ouest de l'Institut d'études de sécurité, *La Côte d'Ivoire est-elle confrontée au radicalisme religieux ?*, op. cit. et Ben Knighton, *Religion and politics in Kenya* (New York, 2009).

risation administrative.¹⁵⁸ Ainsi, les églises de réveil ne sont souvent pas invitées aux rencontres interreligieuses et aux célébrations nationales qu'organise le pouvoir.¹⁵⁹ De même, alors que les églises missionnaires sont consultées lors des processus électoraux, les églises de réveil ne l'ont jamais été.¹⁶⁰

C. *La faiblesse des initiatives actuelles*

Face à la pénétration des courants fondamentalistes, il n'existe pas de stratégie d'ensemble. Des initiatives ont été entreprises par des associations de la société civile tandis que les pouvoirs publics concentrent leurs actions contre le risque d'implantation de Boko Haram.¹⁶¹

1. Faiblesse et éparpillement des structures de dialogue interreligieux

Les associations qui œuvrent pour le dialogue interreligieux sont faibles et dispersées. Leurs activités se limitent parfois à l'organisation de rencontres et ateliers entre dirigeants d'églises et ont peu d'impact sur la population.

Au sein de l'Eglise catholique, les initiatives de dialogue interreligieux sont supervisées par la Conférence épiscopale nationale du Cameroun et le Service national justice et paix (SNJP). Le SNJP est financé par l'Association pour l'assistance au développement (AGEH) et Pain pour le monde, des ONG allemandes. En plus du SNJP, plusieurs associations catholiques se sont investies dans le dialogue interreligieux. La plus importante est l'Association camerounaise pour le dialogue interreligieux (ACADIR).¹⁶² La communauté Sant'Egidio, le Catholic Relief Service, le mouvement Fokolari, le Réseau foi, culture et éducation, la Commission de la pastorale biblique et le Mouvement œcuménique contribuent également au dialogue interreligieux.¹⁶³

L'ACADIR se définit comme une plateforme de dialogue entre les religions en vue de promouvoir la paix, la concorde et le progrès social au Cameroun. Elle est basée à Maroua et Yaoundé, mais a étendu ses activités à l'Est et au Sud récemment, et elle vient de créer une antenne régionale à l'Extrême Nord.¹⁶⁴ Elle associe à ses activités la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (CENC), le Conseil des églises protestantes du Cameroun (CEPCA), l'Archevêché orthodoxe de Yaoundé, le Conseil supérieur islamique du Cameroun (CSIC) et l'Association culturelle islamique du Cameroun (ACIC). Depuis 2006, elle organise des colloques interreligieux à Maroua et Yaoundé, réunissant des évêques, pasteurs, dirigeants musulmans, autorités administratives et experts laïcs. Elle œuvre aussi au renforcement des capacités des diri-

¹⁵⁸ L'autorisation légale constitue une arme utilisée par le pouvoir pour contenir et s'assurer la sujétion des églises de réveil. La dernière église néo-pentecôtiste à avoir reçu une autorisation est l'Eglise pentecôtiste chrétienne du Cameroun (EPCC) en décembre 1999.

¹⁵⁹ A l'exception du pasteur pentecôtiste Achille Mendongo, seuls les représentants des églises missionnaires et les dirigeants musulmans sont présents aux événements tels que le défilé du 20 mai célébrant l'indépendance et les cérémonies de vœux à la présidence.

¹⁶⁰ Les églises missionnaires sont aussi les seules à envoyer des observateurs aux élections.

¹⁶¹ Cyril Bensimon, « Boko Haram met en lumière les fragilités du régime camerounais », *Le Monde*, 18 mars 2015.

¹⁶² Voir les statuts de l'ACADIR, 2007. L'ACADIR est née en 2006 du Forum de Maroua sur le dialogue interreligieux, qui était organisé annuellement depuis 2001. Elle est financée par Misereor, une ONG catholique allemande. Le président de son conseil permanent est Mgr Adalbert Ndzana, évêque du diocèse de Mbalmayo, et le président de son bureau exécutif est Adamou Ndam Njoya.

¹⁶³ Entretien de Crisis Group, évêque de Mbalmayo et président du SNJP, Mbalmayo, janvier 2015.

¹⁶⁴ Charte de l'ACADIR de l'Extrême Nord, Maroua, 5 juin 2015.

geants religieux et traditionnels à l'Est et au Sud. En 2014, elle a lancé la phase pilote d'un projet de formation et de sensibilisation des élèves au dialogue interreligieux.¹⁶⁵

Chez les protestants, les initiatives de dialogue interreligieux sont coordonnées par le CEPCA.¹⁶⁶ Les principales associations qui se sont investies dans le dialogue sont Dynamique mondiale des jeunes (DMJ), Forum Cameroun (FM) et le Programme des relations islamo-chrétiennes en Afrique (PRICA). Du 22 février au 4 avril 2015, le CEPCA a organisé deux mois de jeûnes et de prières pour la paix, le soutien aux autorités et aux forces de défense face à la menace de Boko Haram. Outre des soirées de prières et de louanges à Yaoundé et à l'Extrême Nord, l'évènement a été marqué par des marches silencieuses, le soutien aux camps de réfugiés, aux déplacés internes et aux familles des soldats décédés.¹⁶⁷ La DMJ a piloté en 2013 un projet de renforcement du dialogue interreligieux et de la cohésion sociale (REDICOS) sur l'étendue du territoire.¹⁶⁸ La branche camerounaise du Service civil pour la paix (SCP) a organisé des conférences sur le règlement pacifique des conflits religieux.¹⁶⁹

Au sein de la communauté musulmane, la Ligue musulmane pour la paix, le dialogue et la solidarité (LMPDS) et l'ACIC font partie des associations qui œuvrent au dialogue interreligieux. Elles ont organisé des rencontres interreligieuses et des ateliers de formation des imams sur le dialogue interreligieux à Douala, Yaoundé, Maroua, Garoua et Foumban.¹⁷⁰ Le Conseil des imams et dignitaires musulmans du Cameroun (CIDIMUC) a organisé des caravanes de sensibilisation pour la paix et distribué des dons aux réfugiés centrafricains à l'Est en avril 2014.¹⁷¹

En outre, des associations de femmes musulmanes et chrétiennes ont organisé des journées de sensibilisation contre Boko Haram, des prières et des marches de soutien aux forces armées.¹⁷² Créée en 2005, la Cameroon muslim women association est une association à vocation religieuse, culturelle et sociale.¹⁷³ En 2008, elle a créé une école des femmes (école des générations), puis une école des hommes en 2011 où ses dirigeants déclarent promouvoir un islam tolérant.¹⁷⁴ Les dirigeants de l'association se sont prononcés contre le terrorisme et organisent des conférences et séminaires où la question de la tolérance et du dialogue religieux est discutée. Mais, leur proximité avec la CAMSU, une association sous l'influence des Ikwan fait douter de leur sincérité auprès de quelques observateurs du paysage religieux camerounais.¹⁷⁵ L'Association des dames apostoliques du Cameroun (ADAC), une association de femmes

¹⁶⁵ Entretien de Crisis Group, membre de l'ACADIR, Yaoundé, janvier 2015.

¹⁶⁶ Le CEPCA est constitué de onze églises et présidé actuellement par le révérend Robert Goyek de l'Eglise fraternelle luthérienne du Cameroun (EFLC).

¹⁶⁷ Voir www.cepca-protestant.org.

¹⁶⁸ Entretien de Crisis Group, membre de la DMJ, Yaoundé, février 2015.

¹⁶⁹ « Rapport de l'atelier du SCP du 16 au 19 mai 2011 », AGEH et Service des églises évangéliques en Allemagne pour le développement (Kribi, 2011).

¹⁷⁰ Entretiens de Crisis Group, dirigeants des associations musulmanes, Yaoundé et Maroua, février 2015. « Cameroun : sunnites et chiites contre Boko Haram à Douala », Anadolu Agency, 18 février 2015.

¹⁷¹ « Cameroun : des imams au secours des réfugiés », *Cameroon Tribune*, 21 avril 2014.

¹⁷² « Cameroun : des femmes se mobilisent contre Boko Haram », Anadolu Agency, 29 mai 2014.

¹⁷³ Statut de la CAMWA, 2006.

¹⁷⁴ Entretiens de Crisis Group, membres de la CAMWA, Maroua, 25 juin 2015. Voir « L'ambassade américaine accueille l'Association des femmes musulmanes », http://french.yaounde.usembassy.gov/Insfr_04142015.html, 14 avril 2015.

¹⁷⁵ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, imams, 26 juin 2015.

catholiques, a organisé des prières de soutien aux forces de défense, des conférences sur la tolérance religieuse et se déclare opposée aux agissements de Boko Haram.¹⁷⁶

Cependant, ces associations n'associent pas les églises de réveil et courants islamiques minoritaires à leurs activités. Pourtant, des courants tels que celui de l'Ahmadiyya se déclarent favorables au dialogue interreligieux, de même que certaines églises de réveil.¹⁷⁷ Le manque de coordination et de dialogue dilue l'efficacité de leurs actions. Elles souffrent aussi du manque de soutien de l'Etat, car elles sont financées par des bailleurs étrangers, principalement allemands pour les chrétiens et arabes pour les musulmans. De plus, l'essentiel de leurs activités se résume à des colloques et rencontres réunissant des « gens d'en haut » (dirigeants religieux et autorités administratives des grandes villes).¹⁷⁸

2. Faible capacité de l'Etat à contrôler la montée des radicalismes

Face au fondamentalisme, l'Etat a privilégié une réponse sécuritaire, et ce n'est que plus tard en 2014 que des initiatives socioéconomiques ont été amorcées.

Au Cameroun, il n'y a pas de véritable politique de surveillance des lieux de culte. Les services de renseignement s'appuient sur les comptes rendus que leur font les membres des forces de sécurité adeptes des différents courants religieux¹⁷⁹ et les services de police considèrent l'intégrisme religieux comme une « menace éventuelle » qu'ils se préparent à affronter.¹⁸⁰ Dans le Nord, les forces de sécurité disent travailler avec les chefs religieux et traditionnels. Les politiques de contre-radicalisation au niveau local consistent en la sensibilisation des imams et chefs religieux chrétiens. Les autorités administratives disent sensibiliser les populations locales lors de leurs passages sur le terrain.¹⁸¹

A l'Extrême Nord, le gouvernement a pris des initiatives pour lutter contre la pauvreté et l'analphabétisme. A cet effet, un plan d'urgence de 5 milliards de FCFA pour la création d'écoles et de forages à l'Extrême Nord a été annoncé en février 2015, ainsi que le recrutement de 2 000 jeunes ressortissants de l'Extrême Nord.¹⁸² Ces mesures sociales et économiques s'accompagnent d'arrestations d'imams présentés comme wahhabites à Foumban et de Kanuri à l'Extrême Nord, comme en mai 2014. Les vexations policières subies par les résidents des villages frontaliers du Nigéria peuvent avoir un effet contreproductif et radicaliser ces populations.¹⁸³

¹⁷⁶ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, dames apostoliques de Douala, Yaoundé et Mbalmayo, 27 juin 2015.

¹⁷⁷ Entretiens de Crisis Group, membres de l'Ahmadiyya, Yaoundé, février 2015.

¹⁷⁸ Entretien de Crisis Group, expert du dialogue interreligieux, Yaoundé, janvier 2015.

¹⁷⁹ Entretien de Crisis Group, commissaire divisionnaire, Yaoundé, août 2013 ; forces de sécurité, Ngaoundéré, septembre 2014.

¹⁸⁰ Fondation Paul Ango Ela et Friedrich Ebert Stiftung, « Intégrisme religieux et insécurité au Cameroun », op. cit., p. 9.

¹⁸¹ Entretiens de Crisis Group, autorités administratives et forces de sécurité, Ngaoundéré et Garoua, septembre 2014.

¹⁸² Voir « Le Cameroun lance un plan d'urgence de 5,3 milliards pour la création des écoles à l'extrême Nord », Investir au Cameroun (www.investiraucameroun.com), 9 mars 2015. « 2000 emplois aux jeunes camerounais dans l'Extrême Nord », Andalou Agency, 9 mars 2015. « Mobilisation contre Boko Haram : les différents fronts », *Cameroon Tribune*, 20 mars 2015. « A Yaoundé, une ambiance d'unité nationale contre Boko Haram », RFI, 8 février 2015. Et Jean Patient Tsala, « Cameroon and Boko Haram : government calls on the people to fund mobilization », *African Arguments*, 3 juin 2015.

¹⁸³ Entretiens de Crisis Group, imams, Foumban, mars 2015. Voir « Cameroun : arrestation de 13 chefs traditionnels pour complicité avec Boko Haram », Koaci (koaci.com), 7 janvier 2015.

Toutes ces initiatives restent peu coordonnées et peu efficaces. L'ACIC est la seule association à recevoir des subventions de l'Etat et sa mission première n'est pourtant pas le dialogue interreligieux.

IV. Anticiper les situations à risques

A. Les risques de conflits

Contrairement à ses voisins nigérian et centrafricain, le climat religieux au Cameroun est relativement pacifique. Grâce à un islam soufi modéré, contrôlé par des lamidos, une alliance d'intérêts entre les élites du Nord et celles du Sud et un christianisme dominé par le catholicisme, le pays a pu éviter les conflits à dimension religieuse. Cependant, la pénétration du wahhabisme et de courants radicaux au sein de l'islam, l'érosion de l'autorité des lamidos et la montée des églises de réveil contribuent à fragiliser les piliers de cette coexistence. Ces changements se doublent d'une accentuation des clivages à l'intérieur de chaque groupe religieux et s'ajoutent aux ressentiments communautaires anciens dans la partie septentrionale du pays.¹⁸⁴ Ces mutations religieuses fragilisent l'axe Nord-Sud, qui constitue pourtant un pilier important de la stabilité politique.¹⁸⁵ La combinaison du fondamentalisme religieux et des clivages ethniques et politiques est potentiellement déstabilisatrice.

Alors que beaucoup se focalisent sur les attaques de Boko Haram à l'Extrême Nord, les prémices du radicalisme religieux apparaissent dans la société camerounaise. Deux situations à risque doivent être anticipées : un conflit ethno-religieux au Nord et des conflits locaux intra-musulmans. Jusqu'à présent, la réponse de l'Etat camerounais et des associations de dialogue interreligieux est dispersée et trop faible pour y faire face. La mise en place d'une stratégie cohérente est nécessaire pour préserver la coexistence religieuse.

Le risque d'un conflit ethno-religieux au Nord

Le risque d'un conflit communautaire à dimension religieuse n'est pas négligeable, en raison de la persistance des clivages ethniques qui se superposent à la géographie religieuse du pays.¹⁸⁶ Au Nord-Cameroun, en dehors de l'opposition traditionnelle entre Peul et Kirdi, des clivages subsistent entre Kotoko et Mousgoum dans le Logone et Chari, entre Peul et Gbaya dans l'Adamaoua et entre Peul et tribus autochtones de

¹⁸⁴ Sur les problèmes et affrontements communautaires au Cameroun, voir Antoine Socpa, « L'hégémonie ethnique cyclique au Nord Cameroun », *Africa Development*, vol. 24, no. 2 (1999).

¹⁸⁵ La politique camerounaise a longtemps été fondée sur l'équilibre entre le Nord et le Sud. Le recul de l'influence peul et la diversification des populations du Nord ont modifié la carte géopolitique du Cameroun, qui n'est plus binaire. Cependant, l'opposition entre Nordistes et Sudistes reste un moteur de conflictualité, car la plupart des dignitaires musulmans du Nord déclarent que l'alliance entre le Nord et le Sud repose sur des individus. Ils respectent pour l'instant cette alliance parce que Biya est au pouvoir. Une transition politique mal négociée pourrait donc déboucher sur des tensions Nord-Sud clivant les musulmans et les chrétiens. Entretiens de Crisis Group, universitaires et hommes politiques, septembre 2014 ; et élites peul, Ngaoundéré et Garoua, septembre 2014-avril 2015. En 2011, Amadou Ali, vice-ministre, avait déclaré à l'ambassadrice américaine que le Nord ne soutiendrait aucun candidat bamiléké ou beti autre que Paul Biya. « Cameroon's Justice Minister says North will support Biya, but not another Beti or Bami », câble de l'ambassade américaine à Yaoundé, 12 mars 2009, révélé par WikiLeaks, <https://wikileaks.org/cable/2009/03/09YAOUNDE256.html>.

¹⁸⁶ La plupart des clivages ethniques au Nord-Cameroun ont pour origine le foncier et la lutte pour l'accès aux ressources naturelles. Entretien téléphonique de Crisis Group, universitaires à Ngaoundéré, 10 juin 2015. Sur la géographie religieuse du Cameroun, voir Maud Lasseur, « Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu », *Afrique contemporaine*, vol. 3, no. 215, p. 93-116.

l'Extrême Nord telles que les Guiziga et les Massa.¹⁸⁷ Ces clivages communautaires sont anciens et, en dépit de l'arbitrage des autorités, dégénèrent encore aujourd'hui en affrontements sporadiques.¹⁸⁸ Ils recoupent aussi des clivages religieux : les Gbaya sont chrétiens et animistes, tandis que les Peul sont musulmans ; les Kotoko sont majoritairement musulmans, tandis que les Mousgoum sont animistes et chrétiens.¹⁸⁹ Au Nord, le risque qu'un conflit ethnique dégénère en conflit religieux et vice-versa est accentué par un environnement régional conflictogène depuis l'émergence de Boko Haram et le déclenchement du conflit centrafricain qui déborde sur le territoire camerounais.¹⁹⁰

Le risque de conflits locaux intra-musulmans

La concurrence entre les différents courants de l'islam a déjà dégénéré par le passé en affrontements locaux au Cameroun. Ces luttes ont pour enjeu les dirigeants de la communauté musulmane, car les nouveaux courants diminuent la part du marché religieux des marabouts traditionnels (*modibbe*).¹⁹¹ Ce conflit recoupe enfin un clivage générationnel, les jeunes étant majoritairement sunnites et wahhabites et les plus âgés majoritairement tidjanites. Le renforcement de la présence wahhabite et la multiplication de nouveaux courants islamiques sont de potentiels facteurs de conflit au Sud (les départements du Noun et du Mbam, les villes de Douala, Yaoundé et Mbalmayo), dans l'Adamaoua et à l'Extrême Nord.

¹⁸⁷ Fendjongue Houli, « La construction et la politisation de l'ethnicité Kirdis au Nord du Cameroun », *Revue camerounaise de science politique*, vol. 13, no. 2 (2006) ; « Logone et Chari : Kotoko et Musgum s'entretuent », *Mutations*, 12 janvier 2007.

¹⁸⁸ Entretiens de Crisis Group, autorités administratives, Ngaoundéré et Garoua, septembre 2014.

¹⁸⁹ Les Kotoko sont des tidjanites, mais qui associent à la Tidjaniyya des pratiques culturelles propres à leur religion préislamique. Entretien téléphonique de Crisis Group, universitaire à Maroua, 5 juin 2015. Bien que les affrontements intercommunautaires se superposent aux clivages religieux au Nord, ils donnent aussi souvent lieu à des conflits entre ethnies partageant la même religion. C'est le cas du conflit entre arabes Choa et Kotoko dans le Logone et Chari. Voir Antoine Socpa, « Le problème Arabes Choa – Kotoko au Cameroun : essai d'analyse rétrospective à partir des affrontements de janvier 1992 », Rapport de recherche, ENA, août 2012 ; « Kousseri : un affrontement entre Musgum, Massa et Kotoko fait 18 blessés », *Mutations*, 6 juillet 2015.

¹⁹⁰ La crise depuis 2013 en République centrafricaine a engendré un afflux de près de 250 mille réfugiés majoritairement peul et gbaya à l'Est du Cameroun et dans la région de l'Adamaoua. Cette crise de nature politique a dégénéré en affrontements de nature ethno religieuse impliquant les Peul et les Gbaya de Centrafrique. Or au Cameroun, les conflits entre Peul et Gbaya subsistent dans la localité de Mandjou dans la région de l'Est et dans la région de l'Adamaoua où les communautés de réfugiés centrafricains sont présentes. Le risque est celui d'une jonction d'intérêts entre les communautés des deux ethnies présentes dans les deux Etats. De fait, un nombre non négligeable de réfugiés Peul et Gbaya ne vit pas dans les camps de réfugiés du Haut commissariat pour les réfugiés, mais dans les communautés camerounaises Peul et Gbaya proches de ces camps. En outre depuis le déclenchement du conflit centrafricain, des rebelles Seleka, des anti-Balaka et des groupes non identifiés ont pénétré dans les localités de l'Est et de l'Adamaoua et font régner une certaine insécurité. Voir le briefing Afrique Crisis Group, *Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir*, op. cit. ; « 16 voyageurs enlevés à Garoua-Boulai », *Cameroon Tribune*, 23 mars 2015 ; « Cameroun : trois soldats abattus à Kette », *Le Jour*, 3 janvier 2014 ; « 100 combattants de la Seleka assiègent un village camerounais », *L'œil du Sahel*, 17 septembre 2014 ; « Cameroun : les anti-balaka font 11 morts à l'Est », *Le Jour*, 18 février 2014.

¹⁹¹ Entretiens de Crisis Group, universitaires, Yaoundé, septembre 2014. Voir Onomo Etaba, op. cit.

B. Organiser une réponse cohérente

1. Une meilleure connaissance des processus de radicalisation

Les autorités camerounaises semblent peu connaître les processus de radicalisation sur le territoire. Ce déficit de connaissances doit être comblé en finançant, avec l'appui des bailleurs de fonds, la création de programmes de recherche sur le sujet. L'université de Ngaoundéré et l'Ecole normale supérieure (ENS) de Maroua notamment pourraient accueillir ces programmes de recherche, dans la mesure où elles disposent déjà de ressources humaines dans ce domaine.

2. La création d'institutions représentatives de l'islam et des églises pentecôtistes

L'un des problèmes au sein de l'islam est l'absence d'une instance représentative de toutes les communautés musulmanes. Il existe une dizaine d'associations musulmanes regroupant chacune une partie des imams et des musulmans au Cameroun, mais aucune représentative de tous les musulmans. Le gouvernement devrait discuter avec les dirigeants musulmans de la création d'une telle instance. Celle-ci pourrait être constituée à partir de l'alliance d'associations telles que l'ACIC, le CIDIMUC et le CSIC. Son bureau exécutif inclura les imams des mosquées centrales, les représentants des différentes tendances de l'islam camerounais, les dirigeants des associations musulmanes et un représentant de l'administration. Cette structure devra veiller à représenter la diversité ethnique des musulmans du Cameroun et à remédier au fossé générationnel en intégrant les jeunes musulmans.

L'une des tâches essentielles de l'instance représentative sera d'œuvrer pour la prise en compte de la diversité du paysage musulman en son sein, dans les milieux associatifs et dans la répartition géographique des projets financés par les fondations du Golfe. Il faudra ensuite que la nouvelle instance organise un forum de dialogue entre musulmans. Elle s'occupera aussi de l'élection, pour un mandat d'un an non renouvelable, d'une autorité doctrinaire (*moufti*) et prendra des décisions (*fatwa*) sur les questions relatives au droit musulman.

Le gouvernement devrait faire de même avec les pasteurs des églises de réveil et mettre fin à la tolérance administrative en accordant un moratoire d'un an à toutes les églises de réveil pour se conformer à la loi. A l'instar du CEPCA, cette instance facilitera le dialogue entre les églises de réveil. Le CEPCA ne rassemble qu'une minorité d'églises de réveil.¹⁹² Pour l'heure, plusieurs des églises non autorisées préfèrent se placer sous la « couverture » juridique d'églises pentecôtistes légales. Cela ne donne pas lieu à un contrôle des premières par les secondes. En revanche, elles versent une redevance annuelle aux églises dont elles louent l'enseigne légale.¹⁹³ Les instances représentatives de chaque courant religieux se chargeront de la rédaction et de l'adoption d'une charte de la tolérance religieuse au Cameroun qui sera proposée à tous les courants religieux sur le territoire.

¹⁹² Le Conseil des églises protestantes du Cameroun est constitué de onze églises dont certaines représentent les courants réveillés. Le révérend Robert Goyek de l'Eglise fraternelle luthérienne du Cameroun (EFLC) est l'actuel président du CEPCA.

¹⁹³ « Les églises de réveil en Afrique centrale ... », op. cit.

3. Le développement des régions vulnérables

La faiblesse de l'Etat dans certaines régions, combinée à la pauvreté, l'illettrisme et la proximité avec des pays en conflit, rendent particulièrement vulnérables certains espaces du territoire camerounais. L'Extrême Nord et l'Est du Cameroun sont les plus concernées. La lutte contre la radicalisation passe par un développement socioéconomique et une amélioration de la scolarisation des enfants. Afin de ne pas laisser le champ de l'action sociale aux systèmes de solidarité wahhabites qui se mettent en place, l'Etat devrait investir davantage dans les services sociaux dans ces régions. Le plan d'urgence annoncé pour la construction des services sociaux à l'Extrême Nord n'est pas encore effectif et le montant alloué à ce projet (5 milliards de FCFA) est insuffisant pour impulser un véritable développement de la région.¹⁹⁴ Le programme d'aménagement du territoire pour les régions de l'Adamaoua, Nord et Extrême Nord n'est pas encore opérationnel en raison du manque de financement.¹⁹⁵

L'Etat devrait allouer un tiers des fonds destinés au programme d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance (925 milliards de FCFA répartis de 2014-2017) à la partie septentrionale et principalement à l'Extrême Nord, ce d'autant plus que le Nord-Cameroun représente près du tiers de la population camerounaise (7 millions d'habitants sur les 23 que compte le Cameroun) et l'Extrême Nord est l'une des régions les moins développées du pays. Ce programme devrait être coordonné avec les initiatives sous-régionales, notamment celles de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), si celles-ci se matérialisent.¹⁹⁶ En effet, en plus du Programme d'action stratégique adopté en 2008,¹⁹⁷ un programme pour le développement en urgence des localités affectées par Boko Haram a été annoncé en juin 2015 lors du sommet de la CBLT à Abuja.¹⁹⁸ Le gouvernement camerounais devrait impulser, en synergie avec le Nigéria, le Niger et le Tchad, de telles initiatives de développement et assurer la coordination avec les pays riverains du lac pour solliciter les bailleurs de fonds.

4. Une meilleure surveillance des sites de prosélytisme et une politique de non stigmatisation

Hormis les *madrasas*, les mosquées, les prédicateurs itinérants, les prisons, les camps de réfugiés et internet sont les lieux et vecteurs de radicalisation. Pour y faire face, les services de sécurité devraient surveiller les activités des prédicateurs étrangers, en particulier égyptiens et haoussa. Ils devraient organiser la surveillance de prisons

¹⁹⁴ « Plan d'urgence du grand Nord : les fausses promesses du gouvernement », *L'œil du Sahel*, 20 décembre 2014.

¹⁹⁵ Le gouvernement camerounais sollicite l'appui des bailleurs étrangers pour financer ce projet. Voir « Cameroun : 80 milliards de FCFA recherchés pour les investissements dans les régions septentrionales », Xinhua, 10 mai 2015.

¹⁹⁶ La Commission du bassin du lac Tchad est une institution sous-régionale créée en 1964, initialement pour réguler et planifier les usages de l'eau et autres ressources du bassin du lac Tchad. Progressivement, ses compétences ont été élargies aux problématiques d'insécurité transfrontalière, puis récemment à la lutte contre Boko Haram. Elle regroupe le Cameroun, le Tchad, le Nigéria, le Niger et le Bénin. Voir Michel Luntumbue, « La CBLT et les défis sécuritaires du bassin du lac Tchad », Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), note no. 14, 2 décembre 2014.

¹⁹⁷ Parmi les projets phares du Programme d'action stratégique du bassin du lac Tchad figurent le Programme de développement durable du bassin du lac Tchad et le Projet de préservation du lac Tchad. Voir www.cblt.org/fr/projets.

¹⁹⁸ « Nigeria, neighbors forge anti-Boko Haram force », Reuters, 11 juin 2015.

sensibles (Maroua, Yaoundé et Foubot), ainsi que le camp de réfugiés de Minawao à l'Extrême Nord. Le gouvernement devrait veiller à ce que les associations musulmanes ne soient pas financées par des ONG fondamentalistes, ce qui implique d'instituer un contrôle des moyens de financement des associations religieuses.¹⁹⁹

La lutte contre la radicalisation requiert au préalable d'éviter de stigmatiser les communautés déjà pointées du doigt telles que les Kanuri et les minorités musulmanes qui n'ont pas de lien avec Boko Haram, mais au contraire de les associer aux initiatives de sensibilisation. Dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, les forces de sécurité devraient renforcer la sécurité des chefs locaux, afin de les inciter à collaborer davantage avec les autorités administratives dans le cadre de la sensibilisation et de la prévention.²⁰⁰ Il est nécessaire que les forces de sécurité développent une approche collaborative avec les populations de l'Extrême Nord et la société civile, ce qui passe par la fin des arrestations, détentions arbitraires, actes de tortures et autres violations des droits humains.

5. Le soutien aux associations de dialogue interreligieux

Afin de remédier à leur dispersion et manque de moyens, les associations de dialogue interreligieux devraient coordonner leurs programmes d'activités et inclure les églises de réveil, les associations de femmes musulmanes et chrétiennes, les jeunes et les courants minoritaires de l'islam. Ces associations devraient également développer une meilleure politique de communication et étendre leur sensibilisation aux couches profondes de la population. Par ailleurs, les bailleurs traditionnels du Cameroun devraient évaluer les associations et soutenir les plus efficaces.

¹⁹⁹ Depuis les attentats du 11 Septembre, certaines associations comme la CAMSU s'auto-financent. Entretien de Crisis Group, membre de la CAMSU, Yaoundé, janvier 2015.

²⁰⁰ Entretien de Crisis Group, universitaire, Nairobi, 12 mai 2015.

V. Conclusion

Les transformations religieuses en cours au Cameroun sont loin d'être spécifiques à ce pays. Dans d'autres pays africains, elles ont déjà produit des conflits violents.²⁰¹ La particularité du Cameroun réside dans le fait que ces transformations religieuses internes se déroulent dans un environnement régional où la conflictualité prend à tort ou à raison la dimension d'un affrontement religieux (lutte contre le jihadisme de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad et choc intercommunautaire à forte connotation religieuse en Centrafrique).²⁰² En l'absence d'une stratégie cohérente pour contenir le radicalisme religieux émergent, et éviter une approche du tout sécuritaire avec ses possibles excès, le Cameroun s'expose à des tensions religieuses qui trouveront facilement un écho régional.

Nairobi/Bruxelles, 3 septembre 2015

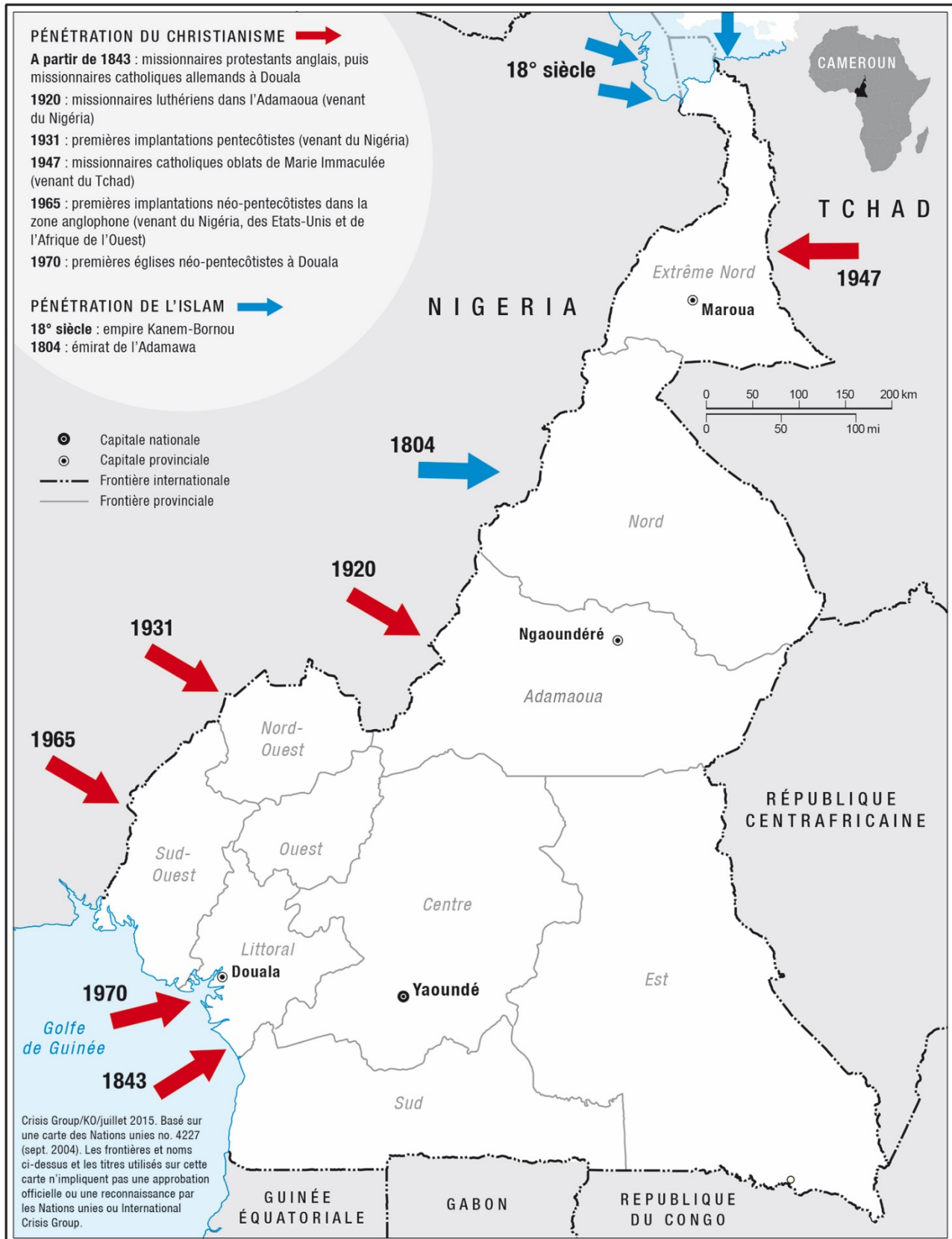
²⁰¹ Voir le rapport de Crisis Group, *Northern Nigeria: Background to Conflict*, op. cit.; et le briefing de Crisis Group, *Kenyan Somali Islamist Radicalisation*, op. cit.

²⁰² Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°227, *The Central Sahel : A Perfect Sandstorm*, 25 juin 2015.

Annexe A: Carte du paysage religieux au Cameroun



Annexe B: Historique des implantations religieuses au Cameroun



Annexe C: Liste des abréviations et acronymes

ADF	African development foundation
ACADIR	Association camerounaise pour le dialogue interreligieux
ACAMAS	Association camerounaise pour l'aide et la solidarité
ACEC	Association camerounaise pour l'éducation et la culture
ACIC	Association culturelle islamique du Cameroun
AGEH	Association pour l'assistance au développement
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
CAMSU	Cameroon muslim students union
CAMWA	Cameroonian muslim women association
CENC	Conférence épiscopale nationale du Cameroun
CEPCA	Conseil des églises protestantes du Cameroun
CIC	Conférence des imams du Cameroun
CIDIMUC	Conseil des imams et dignitaires musulmans du Cameroun
CNC	Conseil national de la communication
CSIC	Conseil supérieur islamique du Cameroun
DMJ	Dynamique mondiale des jeunes
EDD	Service des églises évangéliques pour le développement
EFLC	Eglise fraternelle luthérienne du Cameroun
ENA	Ecole nationale de l'administration
ENS	Ecole normale supérieure
EPCC	Eglise pentecôtiste chrétienne du Cameroun
FCFA	Francs CFA
FM	Forum Cameroun
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
JIC	Jeunesse islamique du Cameroun
LCC	Ligue camerounaise des consommateurs
LMPDS	Ligue musulmane pour la paix, le dialogue et la solidarité
MDR	Mouvement pour la défense de la république
MINATD	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation
NMCC	New muslim center for charity
PRICA	Programme des relations islamo-chrétiennes en Afrique
RDPC	Rassemblement démocratique du peuple camerounais
REDICOS	Renforcement du dialogue interreligieux et de la cohésion sociale
SCP	Service civil pour la paix
SNJP	Service national justice et paix
UDC	Union démocratique du Cameroun
UFP	Union pour la fraternité et la prospérité
UIC	Union islamique du Cameroun
UNDP	Union nationale pour la démocratie et le progrès
WAMY	World assembly of muslim Youth

Annexe D: A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 125 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel de douze pages offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans la plupart des pays en conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports et briefings de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et par Ghassan Salamé, doyen de l'Ecole des affaires internationales de Sciences Po Paris.

Le président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno, a pris ses fonctions le 1^{er} septembre 2014. Monsieur Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et dispose de bureaux ou de représentations dans 34 villes : Bagdad/Souleimaniye, Bangkok, Beyrouth, Bichkek, Bogotá, Dakar, Dubaï, Gaza, Islamabad, Istanbul, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Le Caire, Londres, Mexico, Moscou, Nairobi, New York, Pékin, Séoul, Toronto, Tripoli, Tunis et Washington. Crisis Group couvre environ 70 pays et territoires touchés ou menacés par des crises sur quatre continents. En Afrique, il s'agit de : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Erythrée, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Zimbabwe ; en Asie : Afghanistan, Cachemire, Corée du Nord, Détroit de Taïwan, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizstan, Malaisie, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste et Turkménistan ; en Europe : Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Géorgie, Kosovo, Macédoine, Russie (Caucase du Nord), Serbie et Turquie ; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Algérie, Bahreïn, Egypte, Iran, Irak, Israël/Palestine, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Sahara occidental, Syrie, Tunisie et Yémen ; et en Amérique latine et aux Caraïbes : Colombie, Guatemala, Mexique et Venezuela.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants : l'Agence américaine pour le développement international, le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, le ministère canadien des Affaires étrangères, du commerce et du développement, l'Instrument de stabilité de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère danois des Affaires étrangères, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes : la Carnegie Corporation de New York, la Fondation Adessium, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, la Fondation Koerber, Global Dialogue, la Fondation de Henry Luce, la Fondation Tinker, la Fondation Robert Bosch, le Fonds Ploughshares, le Fonds Rockefeller Brothers, les Fondations Open Society, et l'Initiative Open Society pour l'Afrique de l'Ouest.

Septembre 2015

Annexe E: Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2012

Afrique australe

Zimbabwe's Sanctions Standoff, Briefing Afrique N°86, 6 février 2012 (aussi disponible en chinois).

Implementing Peace and Security Architecture (II): Southern Africa, Rapport Afrique N°191, 15 octobre 2012.

Zimbabwe: Election Scenarios, Rapport Afrique N°202, 6 mai 2013.

Zimbabwe's Elections: Mugabe's Last Stand, Briefing Afrique N°95, 29 juillet 2013.

Madagascar : une sortie de crise superficielle ? Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014 (aussi disponible en anglais).

Zimbabwe: Waiting for the Future, Briefing Afrique N°103, 29 septembre 2014.

Afrique centrale

Burundi : la crise de corruption, Rapport Afrique N°185, 21 mars 2012 (aussi disponible en anglais).

L'or noir au Congo : risque d'instabilité ou opportunité de développement ?, Rapport Afrique N°188, 11 juillet 2012 (aussi disponible en anglais).

L'Est du Congo : pourquoi la stabilisation a échoué, Briefing Afrique N°91, 4 octobre 2012 (aussi disponible en anglais).

Burundi : bye-bye Arusha ?, Rapport Afrique N°192, 25 octobre 2012.

Le golfe de Guinée : la nouvelle zone à haut risque, Rapport Afrique N°195, 12 décembre 2012 (aussi disponible en anglais).

L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu, Briefing Afrique N°93, 19 décembre 2012 (aussi disponible en anglais).

République centrafricaine : les urgences de la transition, Rapport Afrique N°203, 11 juin 2013 (aussi disponible en anglais).

Comprendre les conflits dans l'Est du Congo (I) : la plaine de la Ruzizi, Rapport Afrique N°206, 23 juillet 2013 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : l'intervention de la dernière chance, Briefing Afrique N°96, 2 décembre 2013 (aussi disponible en anglais).

Les terres de la discorde (I) : la réforme foncière au Burundi, Rapport Afrique N°213, 12 février 2014.

Les terres de la discorde (II) : restitution et réconciliation au Burundi, Rapport Afrique N°214, 17 février 2014.

Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique N°215, 1^{er} avril 2014 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°216, 3 avril 2014.

La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir, Briefing Afrique N°101, 4 septembre 2014.

La face cachée du conflit centrafricain, Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Congo: Ending the Status Quo, Briefing Afrique N°107, 17 décembre 2014.

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible? Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi: la paix sacrifiée? Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Au-delà des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau, Rapport Afrique N°183, 23 janvier 2012 (aussi disponible en portugais).

Liberia: Time for Much-Delayed Reconciliation and Reform, Briefing Afrique N°88, 12 juin 2012.

Mali : éviter l'escalade, Rapport Afrique N°189, 18 juillet 2012 (aussi disponible en anglais).

Au-delà des luttes de pouvoir : que faire face au coup d'Etat et à la transition en Guinée-Bissau, Rapport Afrique N°190, 17 août 2012 (aussi disponible en anglais).

Mali : pour une action internationale résolue et concertée, Briefing Afrique N°90, 24 septembre 2012 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : faire baisser la pression, Rapport Afrique N°193, 26 novembre 2012 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, Rapport Afrique N°196, 17 décembre 2012.

Guinée: sortir du borbier électoral, Rapport Afrique N°199, 18 février 2013.

Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur, Rapport Afrique N°201, 11 avril 2013 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes, Rapport Afrique N°205, 22 juillet 2013 (aussi disponible en anglais).

Niger : l'autre maillon faible du Sahel ?, Rapport Afrique N°208, 19 septembre 2013 (aussi disponible en anglais).

Mali : réformer ou rechuter, Rapport Afrique N°210, 10 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation, Rapport Afrique N°212, 28 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Guinée-Bissau : les élections, et après ?, Briefing Afrique N°98, 8 avril 2014.

Mali : dernière chance à Alger, Briefing Afrique N°104, 18 novembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's Dangerous 2015 Elections: Limiting the Violence, Rapport Afrique N°220, 21 novembre 2014.

L'autre urgence guinéenne : organiser les élections, Briefing Afrique N°106, 15 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

Mali : la paix à marche forcée? Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.

Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.

The Central Sahel: A Perfect Sandstorm, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015.

Corne de l'Afrique

Kenya: Impact of the ICC Proceedings, Briefing Afrique N°84, 9 janvier 2012.

Kenyan Somali Islamist Radicalisation, Briefing Afrique N°85, 25 janvier 2012.

The Kenyan Military Intervention in Somalia, Rapport Afrique N°184, 15 février 2012.

Somalia: An Opportunity that Should Not Be Missed, Briefing Afrique N°87, 22 février 2012.

China's New Courtship in South Sudan, Rapport Afrique N°186, 4 avril 2012 (aussi disponible en chinois).

Uganda: No Resolution to Growing Tensions, Rapport Afrique N°187, 5 avril 2012.

Ethiopia After Meles, Briefing Afrique N°89, 22 août 2012.

Assessing Turkey's Role in Somalia, Briefing Afrique N°92, 8 octobre 2012.

Sudan: Major Reform or More War, Rapport Afrique N°194, 29 novembre 2012 (aussi disponible en arabe).

Kenya's 2013 Elections, Rapport Afrique N°197, 17 janvier 2013.

Sudan's Spreading Conflict (I): War in South Kordofan, Rapport Afrique N°198, 14 février 2013.

Eritrea: Scenarios for Future Transition, Rapport Afrique N°200, 28 mars 2013.

Kenya After the Elections, Briefing Afrique N°94, 15 mai 2013.

Sudan's Spreading Conflict (II): War in Blue Nile, Rapport Afrique N°204, 18 juin 2013.

Ethiopia: Prospects for Peace in Ogaden, Rapport Afrique N°207, 6 août 2013.

Sudan: Preserving Peace in the East, Rapport Afrique N°209, 26 novembre 2013.

Somalia: Puntland's Punted Polls, Briefing Afrique N°97, 19 décembre 2013.

Sudan's Spreading Conflict (III): The Limits of Darfur's Peace Process, Rapport Afrique N°211, 27 janvier 2014.

South Sudan: A Civil War by Any Other Name, Rapport Afrique N°217, 10 avril 2014.

Somalia: Al-Shabaab – It Will Be a Long War, Briefing Afrique N°99, 26 juin 2014.

Eritrea: Ending the Exodus?, Briefing Afrique N°100, 8 août 2014.

Kenya: Al-Shabaab – Closer to Home, Briefing Afrique N°102, 25 septembre 2014.

South Sudan: Jonglei – "We Have Always Been at War", Rapport Afrique N°221, 22 décembre 2014.

Sudan and South Sudan's Merging Conflicts, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.

Sudan: The Prospects for "National Dialogue", Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.

The Chaos in Darfur, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.

South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.

Annexe F: Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Jean-Marie Guéhenno

Professeur « Arnold Saltzman » d'études sur la paix et les conflits, Université de Columbia ; ancien sous-secrétaire général du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

PRESIDENTS DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Ghassan Salamé

Directeur, Ecole des affaires internationales, Sciences Po Paris

VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL

Ayo Obe

Juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision, Nigéria

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Morton Abramowitz

Ancien secrétaire d'Etat adjoint et ambassadeur des Etats-Unis en Turquie

Fola Adeola

Fondateur et président, Guaranty Trust Bank Plc; Fondateur et président, FATE Foundation

Celso Amorim

Ancien ministre brésilien des Relations extérieures; ancien ministre de la Défense

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC

Nahum Barnea

Editorialiste en chef de *Yedioth Ahronoth*, Israël

Samuel Berger

Président, Albright Stonebridge Group LLC ; ancien conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères et vice-présidente du Sénat ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Lakhdar Brahimi

Membre, The Elders; Diplomate des Nations unies; ancien ministre algérien des Affaires étrangères

Micheline Calmy-Rey

Ancienne présidente et ministre des Affaires étrangères de la Confédération suisse

Cheryl Carolus

Ancienne haut-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Wesley Clark

Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel

Professeure « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation et directrice du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

Mark Eyskens

Ancien Premier ministre de Belgique

Lykke Friis

Ancienne ministre du Climat et de l'Energie et ministre à l'Egalité des sexes du Danemark ; ancienne rectrice à l'Université de Copenhague

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Alma Guillermoprieto

Écrivain et journaliste, Mexique

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wolfgang Ischinger

Président, Forum de Munich sur les politiques de défense; ancien vice-ministre allemand des Affaires étrangères et ambassadeur de l'Allemagne en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

Asma Jahangir

Ancienne présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Yoriko Kawaguchi

Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères

Wadah Khanfar

Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok

Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Ricardo Lagos

Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman

Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Sankie Mthembu-Mahanyele

Directrice du Central Energy Fund, Ltd.; ancienne secrétaire générale adjointe du Congrès national africain (ANC)

Lalit Mansingh

Ancien ministre indien des Affaires étrangères, ambassadeur auprès des Etats-Unis et haut-commissaire au Royaume-Uni

Thomas R Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Karim Raslan

Fondateur, directeur exécutif et président-directeur général de KRA Group

Olympia Snowe

Ancienne sénatrice américaine et membre de la Chambre des représentants

George Soros

Président, Open Society Institute

Javier Solana

Ancien haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune, secrétaire général de l'Otan et ministre espagnol des Affaires étrangères

Pär Stenbäck

Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères

Jonas Gahr Støre

Ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du National Economic Council et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université d'Harvard

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

Wu Jianmin

Vice-directeur exécutif, China Institute for Innovation and Development Strategy ; membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien ambassadeur chinois aux Nations unies et en France

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
BP	Anonyme (4)	Andrew Groves
Investec Asset Management	Scott Bessent	Frank Holmes
Shearman & Sterling LLP	David Brown & Erika Franke	Reynold Levy
Statoil (U.K.) Ltd.	Stephen & Jennifer Dattels	Ford Nicholson & Lisa
White & Case LLP	Herman De Bode	Wolverton
		Maureen White

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
APCO Worldwide Inc.	Anonymous	Geoffrey Hsu
Atlas Copco AB	Samuel R. Berger	George Kellner
BG Group plc	Stanley Bergman & Edward	Faisel Khan
Chevron	Bergman	Cleopatra Kitt
Edelman	Elizabeth Bohart	David Levy
Equinox Partners	Neil & Sandra DeFeo Family	Leslie Lishon
HSBC Holdings plc	Foundation	Ana Luisa Ponti & Geoffrey
Lockwood Financial Ltd	Joseph Edelman	R. Hoguet
MasterCard	Neemat Frem	Kerry Propper
MetLife	Seth & Jane Ginns	Michael L. Riordan
Shell	Ronald Glickman	Nina K. Solarz
Yapi Merkezi Construction and	Rita E. Hauser	Horst Sporer
Industry Inc.		VIVA Trust

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Luke Alexander	Tripp Callan	Leeanne Su
Gillea Allison	Lynda Hammes	AJ Twombly
Amy Benziger	Matthew Magenheimer	Dillon Twombly
Elizabeth Brown	Rahul Sen Sharma	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Jorge Castañeda Naresh Chandra Eugene Chien Joaquim Alberto Chissano Victor Chu Mong Joon Chung Pat Cox Gianfranco Dell'Alba Jacques Delors Alain Destexhe Mou-Shih Ding Uffe Ellemann-Jensen Gernot Erler Marika Fahlén Stanley Fischer Malcolm Fraser Carla Hills Swanee Hunt James V. Kimsey Aleksander Kwasniewski Todung Mulya Lubis	Allan J. MacEachen Graça Machel Jessica T. Mathews Barbara McDougall Matthew McHugh Miklós Németh Christine Ockrent Timothy Ong Olara Otunnu Lord (Christopher) Patten Shimon Peres Victor Pinchuk Surin Pitsuwan Fidel V. Ramos
George Mitchell Président émérite		
Gareth Evans Président émérite		
Kenneth Adelman Adnan Abu-Odeh HRH Prince Turki al-Faisal Óscar Arias Ersin Arıoğlu Richard Armitage Diego Arria Zainab Bangura Shlomo Ben-Ami Christoph Bertram Alan Blinken Lakhdar Brahimi Zbigniew Brzezinski Kim Campbell		